

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Ministère des
Relations internationales
et de la Francophonie

Avril 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2020-2021, indiquer :
 - a) la liste des employé(es) et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils et qu'elles occupent et leur rémunération;
 - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
 - c) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 :
 - a) le nombre d'employé(es) et le nom des employé(es) affecté(es) aux communications et/ou affaires publiques;
 - b) le montant dépensé par la direction, le département ou la division des communications et/ou des affaires publiques;
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employé(es) affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instances ou organismes;
 - d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2020-2021 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
 - e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2020-2021 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
3. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relève, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2020-2021 :
 - a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
 - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
 - c) le montant qui leur a été accordé;
 - d) la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
4. Nombre total d'avis juridiques et autres, commandés en 2020-2021 par le ministère ou le cabinet de la ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
5. Copie des documents et analyses faisant état des retombées de la Politique internationale du Québec, copie des différentes stratégies territoriales et ventilation par mois des dépenses leur étant associées en 2020-2021. Fournir les prévisions des retombées pour 2021-2022.
6. La liste de tous les événements et réceptions pour lesquels le Protocole du gouvernement du Québec a été engagé et la liste de toutes les réceptions offertes par le premier ministre et la ministre des Relations internationales et de la Francophonie, au Québec comme à l'étranger, en précisant le nombre d'invités, ainsi que la ventilation, par mois, des coûts de chacune des réceptions ou de chacun des événements pour 2020-2021.
7. La liste des associations, des institutions ou des organisations internationales, au Québec et à l'étranger, qui bénéficient d'une mise à disposition de personnel du ministère des Relations internationales (qu'il soit employé permanent ou contractuel), en indiquant pour chacune :
 - a) le nom de la personne;
 - b) la date de l'entrée en fonction;
 - c) les fonctions antérieures;
 - d) la durée de la mise à disposition;
 - e) le titre de la fonction;
 - f) le traitement annuel;
 - g) les avantages sociaux auxquels elle a droit, incluant les allocations supplémentaires que cette personne pourrait recevoir pour se loger.
8. Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employé-es du ministère et les membres du cabinet ministériel en 2020-2021. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participant-es et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité. Fournir les prévisions pour 2021-2022.

9. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2020-2021, en indiquant, pour chacun :
 - a) son mandat;
 - b) la liste des membres;
 - c) le budget dépensé;
 - d) le montant ventilé pour les déplacements, les repas ou toute autre dépense;
 - e) le nombre de rencontres;
 - f) les résultats atteints.
10. Liste et copie de tous les sondages effectués en 2020-2021, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
11. Mandats, ainsi que les détails, donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers, en régie ou par sous-contrats, en 2020-2021.
12. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres instances qui en relèvent, indiquer pour l'année 2020-2021 :
 - a) la liste de tous les concours et tirages effectués;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.
13. Montant des investissements étrangers au Québec résultant de l'action du ministère, ventilé par pays d'origine, pour 2020-2021. Fournir les prévisions pour 2021-2022.
14. Liste des actions en soutien aux exportations québécoises réalisées par le ministère, ventilée par pays d'origine, pour 2020-2021. Fournir les prévisions pour 2021-2022.
15. Variation des exportations québécoises pour chaque territoire desservi par une délégation du Québec, un bureau du Québec ou une antenne, en 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.
16. Ventilation détaillée par poste budgétaire de toutes les dépenses pour l'année 2020-2021 par mois, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 pour chaque délégation générale, délégation, antenne ou bureau du Québec.
17. Effectif par catégorie, traitement annuel, incluant les primes et les bonis, du ou de la déléguée général(e), du ou de la délégué(e) ou du ou de la chef(fe) du bureau, du personnel-cadre, du personnel de soutien et de tous les employé(es) contractuel(le)s du ministère pour chaque délégation générale, délégation, antenne ou bureau du Québec. Indiquer la date d'embauche, les modalités du contrat et la date prévue de la fin du contrat d'embauche (incluant le montant de la prime, si bris de contrat) pour chacun des délégués généraux, délégués et autres chefs de poste.
18. La liste des actifs immobiliers du Québec à l'étranger ainsi que la liste des actifs immobiliers du Québec à l'étranger pour lesquels il y a :
 - a) actuellement évaluation pour vente, incluant le lieu, la valeur à l'achat, la valeur estimée actuelle, les études, analyses ou autres documents quant à l'impact de leur vente sur la représentation du Québec dans le pays visé;
 - b) eu vente, incluant le lieu, la valeur à l'achat, le montant de la vente, une copie du contrat de vente, le coût des honoraires du notaire et les frais payés à l'agence immobilière, les études, analyses ou autres documents quant à l'impact de leur vente sur la représentation du Québec dans le pays visé;
 - c) évaluation des coûts pour l'achat ou la location pour ouvrir une délégation, un bureau ou une antenne dans de nouvelles villes.
19. La liste des contrats de personnel des délégations et bureaux qui n'ont pas été renouvelés et, le cas échéant, les raisons du non-renouvellement, ventilée par délégation ou bureau.
20. Pour chacun des délégations générales, délégations, bureaux ou antennes du Québec, fournir la liste détaillée, ventilée par mois, de tous les événements, réceptions ou entretiens organisés en 2020-2021, en précisant le nombre d'invité(es) et les coûts, sachant que ces informations ventilées ne sont pas incluses dans le Rapport annuel de gestion du ministère.
21. Coût total de la prise en charge des déménagements reliés à la nomination de nouveaux représentant-es du Québec à l'étranger et au rapatriement des représentant(es) sortant(es).
22. La liste des nominations ou des nouvelles affectations pour chaque délégation générale, délégation, bureau ou antenne du Québec en 2020-2021, en indiquant, pour chacune :
 - a) le nom de la personne;
 - b) la date de l'entrée en fonction;
 - c) les fonctions antérieures;
 - d) la durée du contrat ou de l'engagement, s'il y a lieu;
 - e) le titre de la fonction;
 - f) le traitement annuel ainsi que tous les avantages sociaux auxquels elle a droit.

23. Concernant l'Entente France-Québec sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, indiquer, pour chacune des professions et chacun des métiers reconnus en vertu des arrangements de reconnaissance mutuelle (ARM) en vigueur, le nombre de Québécois et Québécoises travaillant en France et le nombre de Français et Françaises travaillant au Québec.
24. Négociation d'autres ententes de reconnaissance mutuelle de qualifications professionnelles, notamment avec les pays membres de l'Union européenne. Ventilation des pays avec lesquels le Québec négocie de telles ententes et les crédits alloués, le cas échéant, en 2020-2021, ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : copie des analyses, des rapports et de tout autre document relatif à la négociation de ces ententes.
25. Concernant la participation du gouvernement du Québec à des forums internationaux : la liste des événements auxquels le Québec a pris part, le nom des participant(es) en 2020-2021 et la planification pour 2021-2022, ainsi que la ventilation, par poste budgétaire, des crédits alloués.
26. Concernant l'organisation de sommets ou de forums :
 - a) fournir la liste des sommets, forums ou rencontres d'envergure organisés par le gouvernement et pour lesquels le Protocole du gouvernement ou le ministère des Relations internationales a été impliqué;
 - b) copie des contrats alloués dans le cadre de l'organisation de ces événements, incluant le montant et le nom du prestataire de service;
 - c) liste des dépenses reliées à l'organisation de ces événements, ventilée par événement et par poste budgétaire;
 - d) nombre de participant·es à chacun des événements.
27. Concernant les travaux de mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles : la liste des événements auxquels le Québec a pris part, le nom des participants en 2020-2021 et la planification pour 2021-2022, la ventilation des crédits alloués en 2020-2021, par poste budgétaire, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.
28. Copie du calendrier des activités du ministère et de la ministre pour 2020-2021 et les activités prévues pour 2021-2022. Préciser les événements internationaux auxquels la ministre des Relations internationales et de la Francophonie et le ministère, ou d'autres membres du Conseil exécutif, participeront directement.
29. Bilan, réalisations et liste des projets 2020-2021 des Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ).
30. Concernant le programme Québec sans frontières : crédits alloués au programme (incluant les frais d'administration) en 2020-2021, ventilés par poste budgétaire, prévisions pour 2021-2022, nombre de stages subventionnés et montant total des subventions, répartition des stages par volet. Fournir le dernier bilan du programme.
31. Concernant le Programme québécois de développement international : les crédits alloués au programme (incluant les frais d'administration) en 2020-2021, ventilés par poste budgétaire, les prévisions pour 2021-2022, le nombre d'organismes subventionnés et le montant total des subventions. Fournir le dernier bilan du programme.
32. Concernant le Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale : les crédits alloués au programme (incluant les frais d'administration) en 2020-2021, les prévisions pour 2021-2022, le nombre d'organismes subventionnés et le montant total des subventions. Fournir le dernier bilan du programme.
33. Tous les montants versés du gouvernement aux organismes de coopération internationale (OCI), ventilés par les 65 organisations, les raisons des investissements et les bilans de chacun.
34. Liste détaillée des subventions versées en 2020-2021, ventilées par mois d'attribution de la subvention, dans le cadre des affaires bilatérales.
35. Les crédits alloués aux actions et aux projets soutenus en Haïti en 2020-2021, ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2021-2022. Bilan des actions engagées afin de contribuer aux efforts de redressement de la situation en Haïti.
36. Liste des organisations internationales subventionnées par le MRIF, les montants des subventions pour chacune, pour l'année 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022. S'il s'agit d'un financement attribué pour un projet ou une mission précise, comme c'est le cas pour les subventions à l'OIF, indiquer de façon détaillée la nature du projet et le montant précis alloué.
37. Liste des projets retenus du Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée. Indiquer, pour chaque projet, la collectivité territoriale française concernée, ainsi que la contrepartie québécoise.
38. Crédits alloués à la Commission permanente de coopération franco-québécoise 2020-2021, ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2021-2022. Liste des projets retenus et des subventions accordées, selon la date de leur acceptation, incluant la date du versement des subventions.
39. Crédits accordés au Conseil franco-québécois de coopération universitaire en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

40. Crédits accordés au Comité d'action politique franco-qubécois en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.
41. Ventilation, pour chacun des groupes de travail ou de coopération, des projets reçus dans le cadre du développement de projets de coopération, ainsi que des crédits alloués en 2020-2021 par groupe de travail, par mois, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.
42. Crédits accordés à la Commission franco-qubécoise sur les lieux de mémoire communs en 2020-2021, ventilés par mois. Fournir les prévisions pour 2021-2022.
43. Concernant la 36^e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie qui s'est tenue à Monaco le 31 octobre 2019, toutes les ententes et retombées qui ont découlé de cette conférence.
44. Depuis le 1^{er} mars 2019, liste de toute étude, analyse ou document en lien avec le changement de rôle d'Investissement Québec et des délégations et antennes du Québec à l'internationale.
45. Depuis le 1^{er} mars 2019, liste de tout étude, analyse ou document concernant les promesses d'augmenter les échanges économiques avec les autres pays, notamment de doubler celles avec la France, tel que promis par le premier ministre en janvier 2019.
46. Depuis le 1^{er} mars 2019, liste de tout étude, analyse ou document incluant les mesures prises pour renforcer les relations avec l'Afrique, ainsi que les échanges économiques.
47. Depuis le 1^{er} mars 2019, tous les échanges relatifs à l'Organisation internationale de la Francophonie entre la ministre, ses sous-ministres, l'OIF et le gouvernement fédéral.
48. Depuis le 1^{er} mars 2019, liste de toute étude d'impact, analyse, sondage ou autre document concernant l'image du Québec à l'étranger en matière d'immigration et de laïcité.
49. Depuis le 1^{er} mars 2019, liste de tout étude, analyse ou document concernant le Programme de promotion internationale du tourisme gourmand québécois. Détailler les crédits alloués en ce sens en 2020-2021.
50. Depuis le 18 octobre 2018, liste de tout étude, analyse ou autre document concernant la création d'un Institut de la diplomatie.
51. Tous les échanges, analyses et documents, relatifs au Coronavirus.
52. Depuis le 18 octobre 2018, tous les échanges de la ministre et de son cabinet avec son homologue fédéral relativement aux Québécois et Québécoises à l'étranger.
53. Tous les échanges, analyses et documents en lien avec la crise politique au Chili.
54. Bilan de réalisation du soutien financier de 240 000 \$, sur trois ans, destiné à de jeunes femmes entrepreneures québécoises, en précisant les projets retenus et rejetés, les organismes bénéficiaires, les montants investis et ceux restants dans le compte.
55. Bilan de réalisation de l'investissement de 5 M\$ afin de favoriser la reprise des activités internationales en matière de jeunesse et de solidarité internationale, en précisant les projets retenus et rejetés, les organismes bénéficiaires, les montants investis et ceux restants.
56. Nombre de missions virtuelles en précisant les dépenses ventilées notamment en achat d'équipements électroniques, les bilans de mission, et tout autre élément pertinent pour les crédits.
57. Retombées et bilan du soutien gouvernemental de 65 000 \$ à l'Institut québécois d'intelligence artificielle (Mila), pour la prise en charge du volet délibératif de la consultation mondiale en ligne sur l'éthique de l'intelligence artificielle (IA) qu'amorcera, à compter de juillet, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).
58. Bilan de l'aide humanitaire au Liban, en précisant le montant octroyé, les projet financés et rejetés, le nombre de personnes aidées, le bilan de la reconstruction, les soins de santé envoyés.
59. Toutes dépenses encourues par la fin du mandat de Madame Fatima Houada-Pépin.
60. Tous crédits affectés pour l'élaboration et la mise en œuvre de la Vision Afrique, en précisant l'état des lieux et les étapes de cheminement.
61. Concernant l'accès à l'information :
 - a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2020-2021;
 - b) Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2020-2021;
 - c) Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2020-2021.

QUESTION RP-01	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2020-2021, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV; c) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
-------------------	---

LISTE DES EMPLOYÉS DE LOJIQ

Classe d'emploi	Nombre
Supérieur	1
Personnel d'encadrement	7
Agent d'information	3
Agent de gestion financière	1
Attaché d'administration	3
Conseiller en affaires internationales	14
Technicien en informatique	1
Technicien en administration	12
Analyste de l'informatique	2
Préposé aux renseignements	0
Stagiaires	1

Les frais de déplacement, de repas et de voyage sont présentés à la fiche RG-01.

QUESTION
RP-01

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2020-2021, indiquer :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- c) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

CONSEIL D'ADMINISTRATION OFFICE QUÉBEC-MONDE POUR LA JEUNESSE (OQMJ)

	Organisme	Prénom	Nom	Fonction	Fin mandat
Représentants des pouvoirs publics	Office Québec-Monde pour la jeunesse	Jean-Stéphane	BERNARD	Président-directeur général	30 septembre 2019 Au 30 septembre 2023
	Ministère de la Culture et des Communications Sous-ministériat Politiques et sociétés d'état	Ian	Morissette	Sous-ministre adjoint	9 décembre 2020 au 9 décembre 2024 (4 ans)
	Ministère du Conseil exécutif	Réjean	Houle	Secrétaire adjoint à la jeunesse Membre comité vérification	9 décembre 2020 au 9 décembre 2024 (4 ans)
	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie Sous-ministériat Relations Afrique, Francophonie et affaires multilatérales	Hélène	Drainville	Sous-ministre adjointe	9 décembre 2020 au 9 décembre 2024 (4 ans)
Représentants de la société civile	Rouge Canari (Co-fondatrice de l'École d'entrepreneurship de Beauce (EEB))	Nathaly	Riverin	Présidente de Rouge Canari Stratège et analyste en entrepreneuriat Présidente du CA	9 décembre 2020 au 9 décembre 2024 (4 ans)
	LAVERY, DE BILLY, S.E.N.C.R.L. AVOCATS	Simon	Clément	Associé-directeur - Québec Membre comité vérification	3 juillet 2018 au 3 juillet 2022 (4 ans)
	Kahnawake Survival School (école secondaire)	Wahiakatste	Diome-Deer	Directrice associée	3 juillet 2018 au 30 juillet 2022 (4 ans)
	Cégep Rivière-du-Loup Bourse du carbone Scol'ERE	Charles-Hugo	Maziade	Enseignant Directeur de la Bourse du carbone Scol'ERE et éducateur spécialisé en ERE	9 décembre 2020 au 9 décembre 2024 (4 ans)
	BORALEX	Isabelle	Fontaine	Directrice, affaires publiques et communications Membre comité vérification	3 juillet 2018 au 3 juillet 2022 (4 ans)
	Brio conseils inc.	Caroline	Ménard	Présidente et associée Vice-présidente du CA	3 juillet 2018 au 3 juillet 2022 (4 ans)
	Festival REGARD	Marie-Élaine	Riou	Directrice générale	3 juillet 2018 au 3 juillet 2022 (4 ans)
	Village en chansons de petite Vallée	Marc-Antoine	Dufresne	Adjoint à la direction artistique et directeur des communications, marketing et billetterie	9 décembre 2020 au 9 décembre 2024 (4 ans)
	Technologies Yulcom inc.	Youmani Jérôme	Lankoandé	Président-directeur général	9 décembre 2020 au 9 décembre 2024 (4 ans)
	Bureau du Québec à Toronto	Catherine	Tadros	Cheffe de poste	9 décembre 2020 au 9 décembre 2024 (4 ans)
	Code H	Hasina	Razafindratandra	Présidente-directrice générale	9 décembre 2020 au 9 décembre 2024 (4 ans)

QUESTION
RP-01

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2020-2021, indiquer :
a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
c) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

CONSEIL D'ADMINISTRATION OFFICE FANCO-QUÉBÉCOS POUR LA JEUNESSE (OFQJ) – SECTION QUÉBEC

	Organisme	Prénom	Nom	Fonction	Fin mandat
Représentants des pouvoirs publics		Samuel	POULIN	Député de la circonscription électorale de Beauce-Sud Adjoint parlementaire du premier ministre pour le volet jeunesse Adjoint parlementaire de la ministre du Tourisme	8 juillet 2019 au 8 juillet 2023 (4 ans)
	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	Frédéric	TREMBLAY	Directeur France	15 octobre 2019 au 15 octobre 2023 (4 ans)
	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	Denis	ROYER	Directeur des relations extérieures et avec les communautés autochtones, anglophones et culturelles Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	9 décembre 2020 au 9 décembre 2024 (4 ans)
	Ministère de l'Économie et de l'Innovation	Patrick	HYNDMAN	Directeur, Partenariats canadiens et internationaux en innovation	9 décembre 2020 au 9 décembre 2024 (4 ans)
Représentants de la société civile	Université d'Ottawa	Jade	BOIVIN	Doctorante en administration publique	9 décembre 2020 au 9 décembre 2024 (4 ans)
	Institut du Nouveau Monde (INM)	Julie	CARON-MALENFANT	Directrice générale	9 décembre 2020 au 9 décembre 2024 (4 ans)
	Système de gestion et conformité ESS	Awovi	KOMASSI	Consultante	9 décembre 2020 au 9 décembre 2024 (4 ans)
	Boralex	Isabelle	FONTAINE	Directrice, affaires publiques et communications	30 mai 2018 au 30 mai 2022 (4 ans)
Suppléants	Brio Conseils	Caroline	MÉNARD	Présidente et associée	30 mai 2018 au 30 mai 2022 (4 ans)
	Office National du Film	Mélanie	BRIÈRE	Productrice	9 décembre 2020 au 9 décembre 2024 (4 ans)
	Centre des arts de Baie-Comeau	Marielle-Dominique	JOBIN	Directrice générale et artistique	9 décembre 2020 au 9 décembre 2024 (4 ans)
	Société du Plan Nord	Julie	BISSONNETTE	Vice-présidente au développement durable et aux partenariats en territoire nordique	9 décembre 2020 au 9 décembre 2024 (4 ans)

Les membres du Conseil d'administration de l'OQMJ et de l'OFQJ ne reçoivent pas de rémunération.

REMBOURSEMENTS

Frais remboursés aux membres des conseils d'administration pour leur participation aux réunions

	Per diem	Hébergement	Transport International et local	Total
OFQJ	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
OQMJ	0 \$	0 \$	0\$	0 \$

QUESTION RP-02	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2020-2021 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées; e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2020-2021 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
-------------------	--

a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;

Siège	Réseau
0	8 affectés à l'étranger sur un total de 12 postes 31 employés réguliers recrutés localement ou recrutés sur place

b) le montant dépensé par le département des communications et/ou affaires publiques au siège : 445 425 \$

c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes : cette question est non pertinente à l'Étude des crédits

d) le total des sommes investies en veille médiatique au sein de la direction des communications et des affaires publiques : 29 967 \$

e) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein du cabinet : 0 \$

QUESTION RP-03	Pour le Ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2020-2021 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé; d) la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
-------------------	--

MRIF

La réponse à cette question est fournie aux RP-34-36 et RP-41.

LOJIQ 2020-2021

a) Nouveaux axes d'intervention couverts par les programmes de LOJIQ:

Afin de faire face à la pandémie, LOJIQ a complété son offre de service par la mise en place de trois nouveaux axes d'intervention qui ont permis de profiter des possibilités offertes par le numérique et les outils technologiques et qui se déploient dans ses 5 programmes offerts.

Projets de formation

LOJIQ permet la réalisation de projets de jeunes s'inscrivant dans des formations en ligne ou recevant du coaching par des organismes d'accompagnement ou une aide pour aider des jeunes de 18 à 35 ans à dispenser des formations à d'autres jeunes ou personnes de la société civile.

Projets d'expérience professionnelle, de travail ou d'engagement par le numérique

LOJIQ offre un soutien à la concrétisation de projets numériques dont des initiatives virtuelles nationales et internationales : des stages pratiques en télétravail au sein d'organismes ou d'entreprises; des initiatives virtuelles nationales ou internationales; des initiatives virtuelles de types webinaires, baladodiffusion, cocréation artistique en ligne; et des projets de volontariat en virtuel qui permettent aux jeunes du Québec d'exprimer leur solidarité et leur engagement dans le cadre d'un projet d'utilité collective en utilisant principalement des outils numériques. Une attention toute particulière a été accordée au développement de missions de solidarités ou de soutien pour aider les plus démunis et les plus fragilisés.

Projet d'expérience de travail et d'engagement sur le terrain en contexte local ou régional

LOJIQ soutient des projets qui permettent la réalisation d'une activité dans un contexte local ou régional et qui se concrétisent par des stages au sein d'organisations internationales basées au Québec ou d'entreprises exportatrices et des projets de volontariat en région dans une perspective de relance économique et de réappropriation des territoires. Cette offre est développée en lien avec des acteurs de terrains et devra prioritairement s'adapter aux axes d'intervention générés par la pandémie, la santé, l'intergénérationnel, les banques alimentaires, les activités à caractère social et communautaire, les actions de solidarité.

Cinq programmes de mobilité jeunesse :

Mobilité étudiante

LOJIQ soutient l'effort d'internationalisation de l'éducation de différentes façons. LOJIQ soutient une partie de la mobilité des étudiants de niveau postsecondaire afin qu'ils réalisent une ou deux sessions à l'international. Il fournit un accompagnement aux étudiants qui désirent valider leurs acquis par la réalisation d'un projet ou par la participation à un stage dans le cadre de leurs études. LOJIQ appuie des projets qui ciblent la mobilité comme outil favorisant le maintien aux études et la persévérance scolaire des jeunes. Le programme Mobilité étudiante est déployé en trois volets.

- Stage et projet étudiant
- Session d'études
- Persévérance scolaire

Développement de carrière

LOJIQ accompagne les jeunes professionnels de tous les secteurs ayant terminé leurs études et qui sont engagés dans une vie professionnelle active en soutenant des projets qui leur permettent d'accéder à des réseaux, d'échanger leur expertise et leur savoir-faire, de développer des compétences ou de se perfectionner. Il encourage spécifiquement les artistes et travailleurs du secteur des arts et de la culture qui participent au rayonnement et à la visibilité du Québec en leur permettant de réaliser des projets allant de la création à la médiation, en passant par le perfectionnement, la production et la diffusion. Finalement, LOJIQ élargit l'horizon professionnel des jeunes adultes

SOURCE :	MRIF-LOJIQ	QUESTION :	RP-03	PAGE :	1 de 3	DATE :	2021-03-24
----------	------------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-03	Pour le Ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2020-2021 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé; d) la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
-------------------	--

québécois diplômés de tous les secteurs en soutenant des projets de développement et échange d'expertise, et renforce l'employabilité en appuyant des stages en milieu de travail visant l'acquisition d'une expérience professionnelle qualifiante. Le programme Développement de carrière est déployé en trois volets.

- Action culturelle et artistique
- Développement et échange d'expertise
- Stage professionnel en milieu de travail

Entrepreneuriat

LOJIQ répond aux besoins des jeunes entrepreneurs, à l'étape de démarrage ou en activité, qui souhaitent ajouter un volet mobilité à leur parcours d'affaires. Les projets soutenus vont de la participation à un événement (salon d'affaires, foire, congrès, etc.) à la réalisation d'un séjour de prospection ou d'une mission commerciale. LOJIQ accompagne les étudiants, les personnes ayant le souhait de développer un projet lié à l'entrepreneuriat et les agents de sensibilisation à la culture entrepreneuriale désirant participer à une activité de formation en sensibilisation aux valeurs entrepreneuriales. LOJIQ propose aussi des activités de mentorat d'affaires internationales en jumelant des étudiants ou de jeunes diplômés à des chefs d'entreprise afin de les accompagner lors d'une mission commerciale à l'étranger. Finalement, LOJIQ offre depuis 2019 de nouvelles opportunités afin de permettre aux jeunes entrepreneurs de se former en français au sein d'un incubateur ou d'un accélérateur sur l'un des territoires des États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour propulser son entreprise et ses projets. Le programme Entrepreneuriat est déployé en quatre volets.

- Développement d'entreprise
- Initiation à l'entrepreneuriat
- Mentorat d'affaires
- Formation au sein d'incubateurs et accélérateurs d'entreprises en Francophonie

Engagement citoyen

LOJIQ soutient les personnes socialement engagées qui désirent réaliser un projet en lien avec leur parcours. Pour LOJIQ, l'engagement citoyen dépasse l'implication ponctuelle dans un projet, une activité ou une cause et s'inscrit dans une démarche d'engagement concrète au sein d'une communauté et en lien avec le contenu thématique du projet. Avec Québec Volontaire, LOJIQ offre également la possibilité aux 18-29 ans de s'impliquer au service d'une communauté grâce à une expérience de volontariat indemnisée. Le programme Engagement citoyen est déployé en deux volets.

- Action citoyenne
- Québec Volontaire

Insertion socioprofessionnelle

LOJIQ souhaite renforcer l'employabilité et l'inclusion sociale des jeunes éloignés du marché du travail, sortis du système éducatif ou en démarche d'insertion socioprofessionnelle. Il bonifie leur parcours en lien avec les Carrefours jeunesse-emploi (CJE) du Québec ou avec toute structure jeunesse intervenant dans le domaine de l'employabilité et de l'insertion socioprofessionnelle, par une expérience de mobilité de groupe formatrice et valorisante, susceptible de favoriser leur retour aux études ou leur intégration en emploi. Le programme permet aussi aux professionnels, aux intervenants et aux acteurs de l'insertion œuvrant auprès de ces jeunes, d'enrichir leur parcours professionnel par des échanges de bonnes pratiques et d'expertises avec des partenaires ou dans le cadre de la préparation d'un projet de mobilité au profit d'un groupe de jeunes en démarche d'insertion socioprofessionnelle. Le programme Insertion socioprofessionnelle est déployé en deux volets.

- Groupes d'insertion
- Missions préparatoires ou d'expertise

b)Un total de 609 jeunes adultes (18-35 ans) appuyés avec le soutien des partenaires de LOJIQ.

c)Les bourses octroyées sont modulées en fonction de divers facteurs. En temps de pandémie celles-ci ont été modulées en fonction d'éléments tels que la durée du projet et les frais associés à la participation à un événement ou projet. Un nombre important de participants reçoit

SOURCE :	MRIF-LOJIQ	QUESTION :	RP-03	PAGE :	2 de 3	DATE :	2021-03-24
----------	------------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-03	Pour le Ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2020-2021 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé; d) la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
-------------------	--

un soutien bonifié dans le cadre de projets spéciaux dont les stages en milieu de travail, les chantiers de groupes en insertion et/ou les projets de formation de jeunes entrepreneurs. Montant total des bourses : 555 806\$, soit un coût moyen de 912.65\$/jeune.

- d) 2983 participants refusés ou annulés en raison de la pandémie et qui avaient déposé pour des projets de mobilité au Québec, au Canada ou à l'international. 430 participants dont la candidature a été annulée dans le cadre de projets initiés par LOJIQ sous forme d'appels à candidatures et dont les projets sont inscrits dans les nouveaux axes d'intervention. 778 participants non retenus dans le cadre de projets initiés par LOJIQ sous forme d'appels à candidatures et dont les projets sont inscrits dans les nouveaux axes d'intervention.

SOURCE :	MRIF-LOJIQ	QUESTION :	RP-03	PAGE :	3 de 3	DATE :	2021-03-24
----------	------------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-04	Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2020-2021 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
-------------------	---

MRIF

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu avec un avocat ou un notaire de la pratique privée sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées¹.

Pour connaître les informations accessibles au sujet des mandats confiés en 2020-2021 à des avocats ou à des notaires de la pratique privée par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes budgétaires du gouvernement, nous vous référons aux mandats listés à la question P.62 qui fournit cette information.

¹ Protection des avis juridiques des ministères et des organismes :

Avis juridiques internes d'un ministère

La *Loi sur le ministère de la Justice* prévoit que le ministre de la Justice est le jurisconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre jurisconsulte du Conseil exécutif du Québec. C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Les avis juridiques demandés par un ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Dans le cas des ministères, le droit au secret professionnel appartient au gouvernement qui seul peut y renoncer. Le ministère ou ministre, qui a demandé un avis juridique, ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Selon la pratique traditionnelle établie, c'est le ministre de la Justice qui gère cette situation pour assurer la cohérence des dossiers juridiques et qui prend la décision de rendre accessibles les renseignements protégés, en concertation avec les ministères concernés.

Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

Pour ces raisons, le ministère ou le cabinet ne peut donner suite à la demande de communiquer les informations requises sur les avis juridiques internes commandés en 2020-2021 dans le cadre de l'Étude des crédits.

Avis juridiques internes d'un organisme

Les avis juridiques produits par les organismes sont pareillement protégés par le secret professionnel et seul l'organisme/client peut renoncer à leur divulgation.

Avis juridiques externes

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu entre un avocat ou un notaire de la pratique privée et un ministère ou un organisme sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées.

LOJIQ

Avis juridiques internes d'un organisme

Les avis juridiques produits par les organismes sont pareillement protégés par le secret professionnel et seul l'organisme/client peut renoncer à leur divulgation.

SOURCE :	Secrétariat/LOJIQ	QUESTION :	RP-04	PAGE :	1 de 1	DATE : 2021-03-24
----------	-------------------	------------	-------	--------	--------	-------------------

QUESTION RP-05	Copie des documents et analyses faisant état des retombées de la Politique internationale du Québec, copie des différentes stratégies territoriales et ventilation par mois des dépenses leur étant associées en 2020-2021. Fournir les prévisions des retombées pour 2021-2022.
-------------------	--

La Politique internationale de 2017 est toujours en vigueur. Le gouvernement a toutefois choisi de cibler son action internationale sur certaines priorités et thématiques. À cet égard, il a lancé une nouvelle vision internationale, *Le Québec : fier et en affaires partout dans le monde!* qui a été lancée le 29 novembre 2019. Elle vient compléter et approfondir les acquis de la diplomatie québécoise. Elle est disponible à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouv/politiques-orientations/vision-internationale-quebec/>.

Cette vision confirme le virage économique du gouvernement dans l'action du réseau des représentations du Québec à l'étranger, tout en précisant que la spécificité du Québec sur les plans linguistique et culturel, nos atouts historiques, demeure le socle de l'affirmation du Québec à l'international.

En matière de relations internationales, le gouvernement continuera de promouvoir l'identité, la culture et les intérêts du Québec dans le monde, tout en mettant davantage l'accent sur l'économie. La Vision repose sur trois fondements :

- o notre affirmation identitaire, 50 ans d'affirmation du Québec à l'étranger défini notamment par notre culture et notre langue;
- o la proximité et la volonté de mieux servir les régions et les partenaires;
- o de la diplomatie d'influence à la diplomatie économique.

Le gouvernement se donne ainsi cinq priorités dans le déploiement de son action à l'étranger pour soutenir le développement du Québec :

- o attirer les investissements et accroître les exportations;
- o recruter la main-d'œuvre et les talents;
- o propulser l'innovation québécoise sur les marchés internationaux;
- o appuyer les établissements d'enseignement et les jeunes dans leur ouverture au monde;
- o contribuer à la lutte contre les changements climatiques dans une perspective économique durable.

SOURCE :	DAI/SMA-REI	QUESTION :	RP-05	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	-------------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-06	La liste de tous les événements et réceptions pour lesquels le Protocole du gouvernement du Québec a été engagé et la liste de toutes les réceptions offertes par le premier ministre et la ministre des Relations internationales et de la Francophonie, au Québec comme à l'étranger, en précisant le nombre d'invités, ainsi que la ventilation, par mois, des coûts de chacune des réceptions ou de chacun des événements pour 2020-2021.
-------------------	---

Pour la période de référence, du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, le Protocole du gouvernement du Québec n'a engagé aucun frais pour l'organisation d'événements ou de réceptions. Il a toutefois assumé les frais entourant la tenue de la Journée de commémoration nationale en mémoire des victimes de la COVID-19 qui s'est tenue le 11 mars 2021.

Événements et réceptions ayant couté plus de 10 000 \$

Date	Nom de l'événement ou de la réception	Nom du ministère ou organisme receveur	Endroit	Nombre de personnes prévues et pour lesquelles le Protocole a payé	Coûts
2021-03-11	Journée de commémoration nationale en mémoire des victimes de la COVID-19 Description : Cérémonie organisée par le premier ministre du Québec Type d'invités : Familles endeuillées, représentants des groupes de travailleurs essentiels, membres du Conseil des ministres et autres dignitaires et parlementaires <i>* À noter que la cérémonie a été réalisée dans le respect des mesures sanitaires en vigueur et des consignes de la Santé publique.</i>	PM	Québec (Parvis de l'hôtel du Parlement)	25	Total : 39 102,50 \$

QUESTION

La liste des associations, des institutions ou des organisations internationales, au Québec et à l'étranger, qui bénéficient d'une mise à disposition de personnel du ministère des Relations internationales (qu'il soit employé permanent ou contractuel), en indiquant, pour chacune :

RP-07

a) le nom de la personne;

b) la date de l'entrée en fonction;

c) les fonctions antérieures;

d) la durée de la mise à disposition;

e) le titre de la fonction;

f) le traitement annuel;

g) les avantages sociaux auxquels elle a droit, incluant les allocations supplémentaires que cette personne pourrait recevoir pour se loger.

Prêts à une organisation internationale au Québec

Associations, institutions ou organisations internationales	Nom et prénom	Date d'entrée en fonction et durée de la mise à disposition	Fonctions antérieures	Titre de fonction	Salaire annuel	Avantages sociaux (12,4 %)
Institut de la francophonie pour le développement durable	Fortin, Dominique	Du 2020-03-12 au 2022-03-11	Conseillère-cadre VPNT Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	Conseillère principale auprès du Directeur	169 910 \$	21 069 \$

Prêts à des organisations internationales

Associations, institutions ou organisations internationales	Nom et prénom	Date d'entrée en fonction et durée de la mise à disposition	Fonctions antérieures	Titre de fonction	Salaire annuel ¹	Avantages sociaux (12,4 %)
Organisation internationale de la Francophonie à Paris	Mihoubi, Younes	Du 2019-07-01 au 2021-06-30	Délégué général du Québec à Dakar	Conseiller en transformation administrative et financière	169 910 \$	21 069 \$
Secrétariat technique permanent de la CONFEMEN à Dakar	Kantcheva, Maria	Depuis le 29 octobre 2019	Professionnelle au ministère de l'Éducation	Conseillère en politiques éducatives	Entre 45 219 \$ et 84 908 \$	Entre 5 607 \$ et 10 529 \$

¹ Le traitement annuel des fonctionnaires constituant un renseignement personnel, seuls le minimum et le maximum de l'échelle salariale sont présentés.

QUESTION
RP-08

Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère et membres du cabinet ministériel en 2020-2021. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité. Fournir les prévisions pour 2021-2022.

MRIF

L'information demandée est disponible sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

LOJIQ

ACTIVITÉS 2020-2021 (PÉRIODE DU 1 ^{ER} AVRIL 2020 AU 31 MARS 2021)	MONTANTS
Développement des compétences	22 717 \$
TOTAL	22 717 \$

LOJIQ Activités de formation 2020-2021 (Période du 1er avril 2020 au 31 mars 2021)

Lieu	Coût	Nbre participants	Organisme ayant offert la formation
En ligne	109,60\$	1	UQAM
En ligne	319,84	1	HEC
En ligne	9 900,00\$	21	Atelier de communication anglaise
En ligne	299,00 \$	1	UQAC
En ligne	157,75	1	HEC
En ligne	1 800,00 \$	40	Kéroul
En ligne	107,19 \$	1	HEC Montréal
En ligne	179,67 \$	1	CERIC
En ligne	156,00 \$	1	Cégep Garneau
En ligne	156,00 \$	1	Cégep Garneau
En ligne	1 314,84 \$	1	UQAM
En ligne	387,63 \$	1	ENAP
En ligne	318,20 \$	2	MAIN
En ligne	300,00 \$	1	BCEI
En ligne	199,00 \$	1	BOOSTALAB
En ligne	77,94	1	Babel
En ligne	395,00 \$	1	Podcast
En ligne	195,00 \$	1	Technologia
En ligne	224,20 \$	1	Technologia
En ligne	185,00 \$	1	Technologia
En ligne	4 350 \$	40	Qualitemps
En ligne	1 000 \$	40	Smart Coaching
En Ligne	585 \$	1	CRHA

Elles ne comprennent pas les frais indirects, notamment la rémunération du personnel lors de sa participation aux activités de formation

LOJIQ prévisions 2021-2022

Formations : 20 000 \$

QUESTION

RP-09

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le Ministère en 2020-2021, en indiquant, pour chacun :

a) son mandat;

b) la liste des membres;

c) le budget dépensé;

d) le montant ventilé pour les déplacements, les repas ou toute autre dépense;

e) le nombre de rencontres;

f) les résultats atteints.

Comité de négociation des ententes de sécurité sociale (CNESS)		Mandat	Membres	Résultats atteints
Conseiller le gouvernement du Québec sur les négociations des ententes de réciprocité en matière de sécurité sociale avec d'autres pays et procéder à la planification des négociations ainsi qu'aux négociations proprement dites. Normalement, le comité se rencontre une fois par année. Une fois la planification effectuée, le CNESS se transforme en groupe de négociation opérationnel, dont le mandat consiste à : - élaborer une stratégie de négociation et établir les échéanciers de négociation; - s'assurer de la réalisation par les ministères et organismes des études et des analyses nécessaires à l'élaboration de projets d'ententes et aux négociations de celles-ci; - préparer les projets d'ententes et d'arrangements; - négocier les ententes et les arrangements; - coordonner l'intervention de tous les ministères et organismes concernés; - veiller au processus de conclusion et de mise en œuvre des ententes.		Les représentants de tous les ministères et organismes concernés par les ententes de sécurité sociale, soit :	1) Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale; 2) Le ministère de la Santé et des Services sociaux; 3) Revenu Québec; 4) Retraite Québec; 5) La Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail; 6) La Régie de l'assurance maladie du Québec; 7) Le Bureau des ententes de sécurité sociale; 8) Le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), représenté par le président, la cheffe négociatrice et directrice des engagements internationaux et partenariats, le secrétaire et le conseiller juridique, prennent également part aux réunions.	Le CNESS se réunit une fois par année. Cette rencontre s'est tenue virtuellement le 1^{er} octobre 2020. Des rencontres devaient avoir lieu respectivement avec des délégations de la Tunisie, de la Chine et du Pérou. Les restrictions de voyage imposées par la pandémie n'ont pas permis les déplacements de ces délégations au Québec, ni ceux de la délégation québécoise à l'étranger. L'entente avec la Bulgarie a été ratifiée par le gouvernement le 22 avril 2020 et est entrée en vigueur le 1er septembre 2020. L'entente avec la Serbie a été signée le 19 juin 2020.

QUESTION

RP-09

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le Ministère en 2020-2021, en indiquant, pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les déplacements, les repas ou toute autre dépense;
- e) le nombre de rencontres;
- f) les résultats atteints.

Pôle de coordination pour l'accès à la formation

Mandat		Membres	Résultats atteints
Le Pôle de coordination pour l'accès à la formation (le Pôle) a été mis sur pied en 2010. Il a pour mandat de : • Dresser un état de situation relatif à l'accès à la formation (formations d'appoint et stages); • Identifier les enjeux liés à l'accès à la formation; • Répondre aux besoins en collecte de données à des fins statistiques; • Proposer des solutions aux enjeux identifiés; • Assurer la collaboration et la coordination entre les ordres professionnels, les établissements d'enseignement, ainsi que les ministères concernés dans la mise en œuvre de ces solutions. En juin 2017, le Code des professions a été amendé par la mise en vigueur de la Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel. Depuis cette date, l'Office des professions du Québec peut formuler des recommandations en matière d'accès à la formation à un ministère, un organisme, un ordre professionnel, un établissement d'enseignement ou à toute autre personne.		Le Pôle regroupe l'ensemble des instances publiques et parapubliques (établissements d'enseignement) interpellées par la reconnaissance des compétences des professionnels formés à l'étranger, dont un représentant : 1) du ministre de l'Éducation de l'Enseignement supérieur; 2) du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale; 3) du ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration; 4) de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie; 5) du ministre de la Santé et des Services sociaux; 6) du Bureau de coopération interuniversitaire; 7) du Conseil interprofessionnel du Québec; 8) de la Fédération des cégeps; 9) de la Commission des partenaires du marché du travail.	Le 23 mars 2020, le Comité directeur du Pôle a adopté un nouveau plan d'action révisé pour la période 2019-2024, lequel inclut 16 mesures proposées par les partenaires du Pôle pour faciliter l'accès à la formation d'appoint et accélérer l'obtention d'un permis de pratique pour les professionnels formés à l'étranger. Ce plan a pour objectif principal d'améliorer les processus permettant aux professionnels formés à l'étranger d'intégrer un ordre professionnel et d'obtenir un emploi de plein potentiel. Le MRLF est pour sa part responsable de la mise en œuvre de la mesure 8 du Plan d'action qui vise à améliorer le processus de reconnaissance des qualifications professionnelles par l'optimisation des arrangements de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles conclus dans le cadre d'ententes en matière de mobilité professionnelle. Les membres du comité opérationnel ont tenu 2 rencontres les 2 novembre 2020 et 28 janvier 2021 tandis que les membres du comité directeur du Pôle ont tenu deux rencontres, soit le 30 janvier et le 23 mars 2020. Lors de la rencontre des membres du comité opérationnel, il y a principalement été question des avancements sur la mise en œuvre des mesures du plan d'action 2019-2024.

QUESTION

RP-09

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le Ministère en 2020-2021, en indiquant, pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les déplacements, les repas ou toute autre dépense;
- e) le nombre de rencontres;
- f) les résultats atteints.

Comité interministériel de l'action communautaire

Mandat	Membres	Résultats atteints
Participer, en collaboration avec le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), aux divers travaux relatifs aux modes de soutien financier et à l'harmonisation et à la simplification des pratiques administratives au regard du soutien apporté aux organismes communautaires.	Le Comité interministériel de l'action communautaire regroupe des professionnels d'une vingtaine de ministères et organismes gouvernementaux qui soutiennent les organismes communautaires et contribuent à la mise en œuvre de la politique gouvernementale sur l'action communautaire, soit : Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de la Famille (MFA) Ministère de la Justice (MJQ) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère des Finances du Québec (MFQ) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Office de la Protection du consommateur (OPC) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) Secrétariat à la Condition féminine (SCF) Secrétariat à la jeunesse (SJ) Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise (SRQEA) Secrétariat de la région métropolitaine (SRM) Société d'Habitation du Québec (SHQ) Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)	Les rencontres de la dernière année ont majoritairement porté sur l'élaboration des mesures du nouveau Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC). Les ministères et organismes impliqués dont le MRIF, ont participé activement à l'identification des axes prioritaires, à l'élaboration des mesures du plan d'action et à l'estimation des crédits additionnels nécessaires pour sa mise en œuvre. En 2020-2021, une rencontre ordinaire a eu lieu, ainsi que trois rencontres élargies aux gestionnaires des membres du comité et dix rencontres de coordination sur l'élaboration du prochain PAGAC.

QUESTION

RP-09

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le Ministère en 2020-2021, en indiquant, pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les déplacements, les repas ou toute autre dépense;
- e) le nombre de rencontres;
- f) les résultats atteints.

Comité stratégique pour les travaux d'élaboration d'un nouveau Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC)

Mandat	Membres	Résultats atteints
Établir les grandes orientations concernant les travaux d'élaboration du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC) et à faire le lien avec les autorités des ministères et organismes participants.	Le Comité stratégique réunit les sous-ministres adjoints ou associés/ secrétaires adjoints ou associés et les vice-présidents des ministères et organismes gouvernementaux concernés par les travaux d'élaboration du Plan d'action gouvernemental. Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de la Famille (MFA) Ministère de la Justice (MJQ) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère des Finances du Québec (MFQ) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTSS) Office de la Protection du consommateur (OPC) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Secrétariat à la condition féminine (SCF) Secrétariat à la jeunesse (SJ) Secrétariat aux Affaires autochtones (SAA)Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise (SRQEA) Secrétariat de la région métropolitaine (SRM) Société d'Habitation du Québec (SHQ) Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)	Le MRIF a participé activement aux réunions du comité stratégique en vue de l'élaboration d'un nouveau PAGAC. Les résultats livrés par le comité à ce jour sont : • Définition et approbation des axes d'intervention à privilégier dans le cadre du PAGAC et des mesures à mettre en œuvre par le gouvernement et/ou le ministère représenté en fonction des axes; • Prévisions budgétaires pour chaque mesure proposée. Les résultats qui restent à atteindre sont : • Définition de l'échéancier de mise en œuvre pour chaque mesure et indicateur de suivi; • Détermination des mesures qui feront l'objet d'une évaluation par l'organisation responsable. En 2020-2021, quatre rencontres virtuelles ont eu lieu.

QUESTION

RP-09

- Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le Ministère en 2020-2021, en indiquant, pour chacun :
- a) son mandat;

b) la liste des membres;

c) le budget dépensé;

d) le montant ventilé pour les déplacements, les repas ou toute autre dépense;

e) le nombre de rencontres;

f) les résultats atteints.

Comité interministériel relatif à l'UNESCO

Mandat	Membres	Résultats atteints
La mise en place de ce comité vise les objectifs suivants : – Mettre en place un mécanisme de consultation et de concertation des ministères et organismes du gouvernement du Québec afin d'établir ses grandes orientations en regard de l'action de l'UNESCO; – Identifier les secteurs et les dossiers prioritaires pour le gouvernement du Québec à l'UNESCO; – Convenir de l'implication de chaque ministère et organisme concerné dans les dossiers de l'UNESCO et favoriser une coordination de leur participation aux affaires de l'UNESCO; – Convenir d'un mécanisme visant à l'élaboration de positions gouvernementales québécoises dans les secteurs et les dossiers prioritaires pour le gouvernement du Québec; – Convenir des modes de communication nécessaires pour assurer une transmission ordonnée des positions québécoises à la représentante du gouvernement du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO, au gouvernement canadien, par l'intermédiaire du ministère des Affaires mondiales Canada et la Commission canadienne pour l'UNESCO (CCUNESCO); – Établir des modalités d'identification et de désignation d'experts québécois et de représentants gouvernementaux au sein d'une délégation, dans les réunions intergouvernementales et les conférences internationales tenues sous l'égide de l'UNESCO; – Convenir d'un mécanisme d'identification d'experts de la société civile québécoise dans les commissions sectorielles de la CCUNESCO et au sein de comités d'experts non gouvernementaux mis sur pied sous l'égide de l'UNESCO.	Présidé par la sous-ministre adjointe Relations Afrique, Francophonie et affaires multilatérales, le Comité est formé des ministères et organismes suivants : – Ministère de la Culture et des Communications; – Ministère de l'Éducation; – Ministère de l'Enseignement supérieur; – Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques; – Ministère de l'Économie et de l'Innovation; Ces ministères et organismes sont représentés, au sein de ce comité, par des sous-ministres adjoints.	La dernière rencontre de ce comité, qui a eu lieu le 9 février 2021, avait pour but d'échanger sur la vision gouvernementale de l'action du Québec à l'UNESCO, rendue publique à l'automne 2020, ainsi que sur la mise en place de mécanismes de liaison, de communication et de mise en valeur de l'expertise québécoise. À l'occasion de cette rencontre, il a été suggéré que le Comité interministériel relatif à l'UNESCO se réunisse désormais deux fois par année.

QUESTION

RP-09

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le Ministère en 2020-2021, en indiquant, pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les déplacements, les repas ou toute autre dépense;
- e) le nombre de rencontres;
- f) les résultats atteints.

Comité interministériel sur les droits de la personne

Mandat	Membres	Résultats atteints
Le Comité interministériel sur les droits de la personne constitue le principal mécanisme de consultation et de concertation des ministères et organismes québécois pour le respect et le suivi des engagements internationaux du Québec en matière de droits de la personne, ainsi que pour la protection et la promotion de ces droits sur la scène internationale. Il a pour objectif de renforcer le positionnement du gouvernement du Québec dans ce secteur d'activités en améliorant à la fois la cohérence, la portée et la pertinence de son action. Son mandat consiste à : - Contribuer à l'avancement des priorités du gouvernement du Québec en matière de droits de la personne sur la scène internationale; - Déterminer les actions et les mesures à prioriser pour mettre en œuvre de façon efficace les engagements internationaux du Québec en matière de droits de la personne; - Assurer une participation active et concertée du gouvernement du Québec : - aux consultations entourant la ratification et l'adhésion du Canada à de nouveaux instruments internationaux; - à la procédure visant à ce que le gouvernement du Québec se déclare lié à de nouveaux instruments internationaux en matière de droits de la personne; - à la production de rapports sur la mise en œuvre des instruments internationaux auxquels le gouvernement du Québec s'est déclaré lié; - aux comparutions du Canada devant les organes de traités des Nations Unies en matière de droits de la personne interpellant ses champs de responsabilités; - à la production de la réponse du gouvernement du Québec à la suite du dépôt d'une plainte d'une personne ou d'une organisation de la société civile auprès de l'organe des Nations Unies compétent; - à l'accueil des procédures spéciales des Nations Unies au Québec; - Développer des lignes d'intervention gouvernementales tenant notamment compte des positions défendues par le gouvernement du Québec au Canada et pouvant être relayées sur la scène internationale; - Soutenir la participation du gouvernement du Québec aux travaux du Comité permanent des fonctionnaires fédéraux-provinciaux-territoriaux	Présidé par la sous-ministre adjointe aux Relations Afrique, Francophonie et affaires multilatérales du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), le comité est composé de sous-ministres adjoints ou de personnes occupant un poste équivalent au sein des ministères et organismes avec lequel le MRIF collabore étroitement en matière de droits de la personne, soit : - Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation; - Ministère de l'Éducation; - Ministère de l'Enseignement supérieur; - Ministère de l'Économie et de l'Innovation; - Ministère de la Famille; - Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration; - Ministère de la Justice; - Ministère de la Santé et des Services sociaux; - Ministère de la Sécurité publique; - Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale; - Office des personnes handicapées du Québec; - Secrétariat aux affaires autochtones; - Secrétariat à la condition féminine; - Société d'habitation du Québec; - Le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes. Chaque représentant d'un ministère ou d'un organisme peut être accompagné d'un collaborateur. D'autres ministères et organismes tels que la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et le Protecteur du citoyen peuvent également être invités à participer aux réunions du Comité, selon les sujets abordés.	Deux rencontres extraordinaires du Comité interministériel, en lien avec les travaux du Groupe d'action contre le racisme, se sont tenues le 6 juillet et le 6 octobre 2020. Le Comité interministériel s'est également réuni, pour sa réunion annuelle, le 18 février 2021. Celle-ci a été l'occasion : - De bien positionner le MRIF, dans son rôle de coordination; - D'effectuer un retour sur la participation du gouvernement du Québec, à titre d'observateur, à la conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables des droits de la personne, qui s'est tenue les 9 et 10 novembre 2020; - D'annoncer les priorités et intérêts des ministères et organismes dans ce domaine d'activités pour l'année 2020-2021; - D'identifier les dossiers pour lesquels les ministères et organismes seront sollicités par le MRIF au cours de la prochaine année.

QUESTION

RP-09

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le Ministère en 2020-2021, en indiquant, pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les déplacements, les repas ou toute autre dépense;
- e) le nombre de rencontres;
- f) les résultats atteints.

Mandat	Membres	Résultats atteints
chargés des droits de la personne et du Comité des hauts fonctionnaires fédéraux-provinciaux-territoriaux responsables des droits de la personne, ainsi qu'à la conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables des droits de la personne; – Favoriser l'échange d'information entre les différents ministères et organismes concernés par les enjeux de droits de la personne; – Engager et mieux informer la société civile québécoise et les groupes autochtones œuvrant dans le domaine.		

QUESTION

RP-09

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le Ministère en 2020-2021, en indiquant, pour chacun :

a) son mandat;

b) la liste des membres;

c) le budget dépensé;

d) le montant ventilé pour les déplacements, les repas ou toute autre dépense;

e) le nombre de rencontres;

f) les résultats atteints.

Équipe environnementale internationale (ÉEI)		Mandat	Membres	Résultats atteints
En cohérence avec les priorités de la VIQ relatives à l'action économique internationale dans le domaine de l'environnement, et du Plan pour une économie verte 2030 du Québec et des autres politiques gouvernementales pertinentes, l'ÉEI contribue à optimiser l'action gouvernementale pour saisir les occasions économiques offertes par la transition climatique en 1) assurant la complémentarité des efforts déjà en cours au sein de différents ministères et organismes; et en 2) identifiant des opportunités d'affaires.	En parallèle, l'ÉEI a également comme mandat de contribuer au déploiement efficace et concerté de la diplomatie environnementale du gouvernement du Québec en complémentarité avec son mandat économique.		- Ministère des Relations internationales et de la Francophonie : - o Émissaire aux changements climatiques et aux enjeux nordiques et arctiques; - o SMA, Relations Afrique, Francophonie et affaires multilatérales; - o SMA, Relations économiques et interministérielles; - o Délégué général du Québec à Londres.	Trois rencontres de l'ÉEI ont eu lieu au cours de l'année 2020-2021. Retombées : L'ÉEI permet de rassembler les principaux acteurs gouvernementaux menant des actions internationales en matière d'environnement afin d'assurer un partage d'information et une coordination des messages. Deux des rencontres de l'ÉEI ont porté sur une thématique spécifique d'intérêt commun à l'ensemble des membres, soit la communication efficace des messages gouvernementaux en environnement sur la scène internationale et les opportunités liées au plan Biden sur le climat pour le Québec.
			- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques : - o SMA, Lutte contre les changements climatiques; - o SMA, Développement durable et Qualité de l'environnement; - o Direction des relations internationales et canadiennes.	
			- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles : - o SMA, Transition énergétique; - o Directeur des Relations canadiennes et internationales.	
			- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs : o Directeur général des mandats stratégiques	
			- Investissement Québec : o Vice-présidence Investissements directs étrangers	
			- Ministère de l'Économie et de l'Innovation : o Directeur des partenariats canadiens et internationaux en innovation	
			- Recyc-Québec : o Présidente-directrice générale	

QUESTION

RP-09

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le Ministère en 2020-2021, en indiquant, pour chacun :

a) son mandat;

b) la liste des membres;

c) le budget dépensé;

d) le montant ventilé pour les déplacements, les repas ou toute autre dépense;

e) le nombre de rencontres;

f) les résultats atteints.

Comité directeur sur la diversité biologique (CDDB)		
Mandat	Membres	Résultats atteints
– S'assurer de la prise en compte et de l'intégration des Orientations gouvernementales en diversité biologique (OGDB) dans les activités des ministères et organismes concernés; – Faciliter la collaboration, la concertation et la participation interministérielle lors de la réalisation de projets qui répondent à des enjeux communs ou transversaux; – Élaborer et mettre en place un mécanisme permettant la réalisation de projets liés à DB qui requièrent une action multisectorielle et la participation de plusieurs intervenants de l'Administration publique; – Établir des objectifs, cibles et indicateurs de suivi des réalisations des ministères ainsi que l'état d'avancement des travaux et apporter les ajustements requis, le cas échéant, afin d'en faciliter la réalisation; – Coordonner une démarche gouvernementale en vue de doter le Québec de cibles spécifiques visant l'atteinte des Objectifs d'Aichi contenus au Plan stratégique pour la DB 2011-2020 de la CDB.	Le CDDB est coordonné par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et les ministères suivants : – Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements climatiques; – Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs; – Ministère des Relations internationales et de la Francophonie; – Ministère des Ressources naturelles; – Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; – Ministère des Affaires municipales; – Ministère de l'Économie.	Deux rencontres ont eu lieu en 2020-2021 soit le 16 juin 2020 et le 18 mars 2021. Retombées attendues : Le CDDB permet d'aider au développement de la position officielle du gouvernement du Québec dans : 1. l'évaluation de la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB) et ses vingt objectifs d'Aichi; 2. le cadre des négociations actuelles du prochain cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 de la CDB qui sera adopté lors de la 15^e Conférence des Parties de la CDB à Kunming en Chine en 2021 (dates à confirmer); 3. le positionnement international que le Québec souhaite adopter dans le cadre des négociations internationales actuelles et au sein de la CDB; 4. le but d'établir des recommandations gouvernementales en matière de gestion des espèces exotiques envahissantes.

QUESTION

RP-09

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le Ministère en 2020-2021, en indiquant, pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les déplacements, les repas ou toute autre dépense;
- e) le nombre de rencontres;
- f) les résultats atteints.

Comité des sous-ministres sur l'action internationale du Gouvernement du Québec

Mandat	Membres	Résultats atteints
Présidé par la sous-ministre du MRIF, ce comité a pour mandat d'assurer la mise en œuvre des décisions du Comité ministériel de l'action internationale et guider l'appareil administratif dans l'atteinte des résultats attendus par les autorités politiques. Le Comité des sous-ministres a également un rôle-conseil auprès du Comité ministériel, ainsi qu'une fonction de bonne coordination à haut niveau de l'action internationale et des mécanismes de gestion afférents.	Sont impliqués dans ce comité, outre la sous-ministre du MRIF à titre de présidente, les sous-ministres des ministères et organismes suivants : - Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; - Ministère de la Culture et des Communications; - Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques; - Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur; - Ministère de l'Économie et de l'Innovation; - Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles; - Ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs; - Ministère des Transports; - Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration; - Ministère du Tourisme; - Ministère de la Santé et des Services sociaux; - Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale; - Investissement Québec; - Secrétariat à la Jeunesse; - Secrétariat du Québec aux relations canadiennes; - Secrétariat à la communication gouvernementale.	Le Comité des sous-ministres s'est rencontré à sept reprises, soit le 4 avril 2019, le 20 septembre 2019, le 26 novembre 2019, le 18 février 2020, le 18 juin 2020, le 14 octobre 2020 ainsi que le 12 février 2021. Retombées: Renforcement de la gouvernance de l'action internationale par une meilleure planification et une concertation accrue autour des activités internationales, en cohérence avec la Vision internationale du Québec.

QUESTION

RP-09

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le Ministère en 2020-2021, en indiquant, pour chacun :

a) son mandat;

b) la liste des membres;

c) le budget dépensé;

d) le montant ventilé pour les déplacements, les repas ou toute autre dépense;

e) le nombre de rencontres;

f) les résultats atteints.

Comité de liaison en matière de commerce international		
Mandat	Membres	Résultats atteints
Coprésidé par les sous-ministres des Relations internationales et de la Francophonie et de l'Économie et de l'Innovation, le comité est chargé d'assurer la cohésion et la coordination de l'action et des activités, exercées par la ministre des Relations internationales et de la Francophonie, le ministre de l'Économie et de l'Innovation ou Investissement Québec. Il doit de plus voir à la mise en place de mécanismes de liaison propres à assurer les communications et le partage de renseignements, entre les délégués généraux, les délégués, les personnes responsables de toute autre forme d'organisation et les autres membres du personnel du ministère, les membres du personnel du ministère de l'Économie et de l'Innovation ainsi que ceux du personnel d'Investissement Québec.	Sont impliqués dans ce comité, les sous-ministres des ministères et organismes suivants : - Ministère des Relations internationales et de la Francophonie - Ministère de l'Économie et de l'Innovation - Investissement Québec Les ministres concernés peuvent, chacun, désigner deux autres membres sur le comité.	- Le Comité s'est réuni 26 fois depuis décembre 2019 (en date du 19 mars 2021) - Le Comité a contribué au renforcement de la gouvernance et de l'action entre les acteurs.

QUESTION

RP-09

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le Ministère en 2020-2021, en indiquant, pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les déplacements, les repas ou toute autre dépense;
- e) le nombre de rencontres;
- f) les résultats atteints.

Réseau interministériel de partage d'information stratégique sur l'action internationale du Québec		
Mandat	Membres	Résultats atteints
Le Réseau interministériel de partage d'information stratégique sur l'action internationale du Québec a pour mandat d'assurer une meilleure circulation de l'information entre les différents ministères et organismes engagés sur le plan international. Le Réseau a été créé à la demande du comité sous-ministériel de l'action internationale. La mise sur pied et l'animation de ce réseau ont été confiées à la Direction de la concertation de l'action internationale de l'intelligence d'affaires et stratégique du MRIF sous la présidence du sous-ministre adjoint aux Relations économiques et interministérielles.	- Investissement Québec; - Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; - Ministère de la Culture et des Communications; - Ministère de l'Économie et de l'Innovation; - Ministère de l'Enseignement supérieur; - Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles; - Ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques; - Ministère des Finances; - Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs; - Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration; - Ministère des Relations internationales et de la Francophonie; - Ministère de la Santé et des services sociaux; - Ministère du Tourisme; - Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale; - Ministère des Transports; - Secrétariat à la jeunesse; - Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.	Trois rencontres ont eu lieu cette année : le 22 juin 2020, le 21 octobre 2020 et le 25 février 2021. Les rencontres ont eu lieu au format virtuel et ont accueilli en moyenne près d'une cinquantaine de participants de tous les MO impliqués.

Comité de concertation opérationnelle – volet énergie

Mandat	Membres	Résultats atteints
Ce comité a pour objectif de réunir les principaux interlocuteurs concernés par les dossiers énergétiques afin de définir un plan d'action commun pour le territoire américain (Nord-Est). Il vise à coordonner les actions de chacun dans l'atteinte des objectifs du gouvernement en définissant notamment des messages clairs et efficaces.	Présidé par le sous-ministre adjoint aux relations bilatérales, ce comité est formé des ministères et organismes suivants : - Ministère des Relations internationales et de la Francophonie; - Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles; - Délégation générale du Québec à New York; - Délégation du Québec à Boston; - Bureau du Québec à Washington; - Hydro-Québec.	Ce comité permet d'établir une concertation en matière de dossiers énergétiques, dans la lignée de la volonté du gouvernement du Québec d'augmenter les exportations d'hydroélectricité québécoise à l'étranger et de permettre à Hydro-Québec de participer à des projets à l'étranger. Le comité énergie s'est rassemblé à deux occasions, depuis le 1^{er} avril 2020 soit, le 15 septembre 2020 et le 27 janvier 2021.

QUESTION

RP-09

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le Ministère en 2020-2021, en indiquant, pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les déplacements, les repas ou toute autre dépense;
- e) le nombre de rencontres;
- f) les résultats atteints.

Comité interministériel de coordination - Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC)

Mandat	Membres	Résultats atteints
Ce comité de coordination a pour objectif de gérer la CGNA-PMEC et d'apporter son soutien aux sept comités permanents de la Conférence auxquels participent plusieurs ministères sectoriels dont le MERN, le MELCC, le MTQ, le MFFP et le SQRC.	La participation du Québec à ce comité est assurée par la Direction États-Unis du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF). Plusieurs ministères (MERN, le MELCC, le MTQ, le MFFP, SQRC) participent par ailleurs aux différents comités sectoriels par la Conférence.	Plusieurs conférences téléphoniques de ce comité ont eu lieu, soit le 21 avril 2020, le 16 juin 2020, les 25 et 28 août 2020, et le 4 septembre 2020. Ces rencontres avaient pour objectif de discuter des préparatifs liés à la tenue de la Conférence, planifiée en septembre 2020. La Conférence a toutefois été annulée. Deux rencontres se sont également tenues les 1 ^{er} et 29 octobre 2020 afin de discuter des suivis en prévision de la prochaine conférence annuelle.

QUESTION Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le Ministère en 2020-2021, en indiquant, pour chacun :

RP-09

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les déplacements, les repas ou toute autre dépense;
- e) le nombre de rencontres;
- f) les résultats atteints.

Comité interministériel sur l'économie sociale	
Mandat	Membres
Ce comité permet d'assurer l'harmonisation des interventions gouvernementales en économie sociale, qu'il s'agisse de mesures intégrées au plan d'action gouvernementale en économie sociale ou de programmes administrés par les ministères ou organismes qui ont des retombées sur les entreprises d'économie sociale. Le comité permet également à ses membres de partager leurs expertises sectorielles et d'actualiser leurs connaissances en économie sociale.	Présidé par la direction de l'entrepreneuriat collectif au sein du ministère de l'Économie et de l'Innovation, ce comité est formé des ministères et organismes suivants : • Institut de la statistique du Québec • Investissement Québec • Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation • Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation • Ministère de la Culture et des Communications • Ministère de l'Éducation • Ministère de l'Enseignement supérieur • Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques • Ministère de la Famille • Ministère des Finances • Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs • Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration • Ministère de la Santé et des Services sociaux • Ministère des Transport • Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale • Ministère du Tourisme • Ministère des Relations internationales et de la Francophonie • Recyc-Québec • Secrétariat aux affaires autochtones • Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise • Secrétariat à la Capitale-Nationale • Secrétariat au Conseil du Trésor • Secrétariat à la jeunesse • Société d'habitation du Québec
Résultats atteints	
Le comité s'est rassemblé à trois occasions en 2019-2020. Dû notamment à la pandémie, le comité, en 2020-2021, s'est réuni une fois. Le comité a contribué à l'élaboration du Plan d'action gouvernementale en économie sociale 2020-2025, publié le 30 novembre 2020.	

QUESTION

RP-09

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le Ministère en 2020-2021, en indiquant, pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les déplacements, les repas ou toute autre dépense;
- e) le nombre de rencontres;
- f) les résultats atteints.

Groupe de travail interministériel sur les ententes en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles

Mandat	Membres	Résultats atteints
Le mandat du Groupe de travail interministériel sur les ententes en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles (le Groupe) est d'orienter et de contribuer à la coordination des actions ministérielles visant à mener des négociations formelles en vue de conclure des ententes en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles entre le Québec et des gouvernements étrangers. Conçu originellement pour informer les ministères et organismes et solliciter leur collaboration dans la négociation de l'entente en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles avec la Suisse, il sera de plus en plus sollicité pour l'ouverture d'échange avec d'autres pays. Le rôle et le mandat du Comité des partenaires de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, constitué en 2008 pour assurer une coordination des ministères et organismes concernés par l'Entente, a été intégré au Groupe. Il assure donc également le suivi auprès de ces partenaires concernant les enjeux liés à la mise en œuvre de l'Entente Québec-France Le Groupe, mis en place par la sous-ministre des Relations internationales et de la Francophonie, est coordonné par le Représentant en matière de mobilité internationale et de reconnaissance des qualifications professionnelles, M. Marc-André Beaulieu.	Les représentants de tous les ministères et organismes concernés par la mobilité internationale et la reconnaissance des qualifications professionnelles, soit des représentants du : • Du Ministère des Relations internationales et de la Francophonie; • Du Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration; • Du Ministère de la Santé et des Services sociaux; • Du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale; • Du Ministère de l'Économie et de l'Innovation; • Du Ministère de l'Enseignement supérieur; • De l'Office des professions du Québec.	Le Groupe, formé en août 2020 sert principalement de lieu permettant de partager les informations plus récentes en lien avec les avancées sur le plan de la négociation d'une entente en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles avec la Suisse, de l'élaboration du plan d'action pour le développement de nouvelles ententes en la matière avec d'autres partenaires étrangers ainsi que des enjeux propres à l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles. Il sera appelé à jouer un rôle de plus en plus actif en fonction des prochains développements en matière de mobilité internationale et reconnaissance des qualifications professionnelles. Pour la période 2020-2021, ce comité s'est réuni à trois reprises, soit les 21 septembre 2020, 23 novembre 2020 et 5 mars 2021.

QUESTION

RP-09

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le Ministère en 2020-2021, en indiquant, pour chacun :

a) son mandat;
b) la liste des membres;
c) le budget dépensé;
d) le montant ventilé pour les déplacements, les repas ou toute autre dépense;
e) le nombre de rencontres;
f) les résultats atteints.

Comité de négociation des ententes en matière d'échange de permis de conduire		
Mandat	Membres	Résultats atteints
Le Comité de négociation des ententes en matière d'échange de permis de conduire a pour mandat de conseiller le gouvernement sur la négociation des ententes en la matière avec d'autres États. Il est responsable de la planification des négociations ainsi que des négociations proprement dites. Le Comité se rapporte et fait ses recommandations à la ministre des Relations internationales et de la Francophonie ainsi qu'à la présidente et chef de la direction de la SAAQ et, selon le cas, au ministre des Transports. Le MRIF assure la concertation nécessaire à la prise de décision avec les autres ministères et organismes concernés.	Le Comité est composé des représentants du : - Ministère des Relations internationales et de la Francophonie; - Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ).	Le Comité a été créé en novembre 2020. Depuis la création du Comité, ses membres se sont rencontrés à plusieurs reprises afin de travailler sur les dossiers spécifiques. Ils mènent également des négociations des ententes avec les autorités concernées d'Israël et d'Italie. Deux séances de négociation ont été tenues avec les autorités concernées de l'Italie en décembre 2020 et une séance de négociation avec les autorités d'Israël aura lieu à la fin mars 2021. Toutefois, plusieurs autres projets, notamment ceux avec la Danemark, la Hongrie, le Luxembourg et le Portugal, sont ralentis par la crise sanitaire mondiale.

Groupe de travail interministériel sur la promotion des intérêt commerciaux internationaux du Québec		
Mandat	Membres	Résultats atteints
Ce groupe de travail, voué à la protection et au développement des marchés d'exportation du Québec, a été mis en place dans le contexte de la pandémie où les pays prennent de plus en plus conscience de leur vulnérabilité face aux chaînes d'approvisionnement mondialisées et où leurs entreprises ont été happées par le ralentissement de l'activité économique, ce qui pourrait donner lieu à l'introduction de nouvelles mesures protectionnistes. La mise en place de ce groupe stratégique constitue d'ailleurs l'une des dix mesures du Plan d'action pour la relance des exportations.	Co-porteurs : - Ministère des Relations internationales et de la Francophonie - Ministère de l'Économie et de l'Innovation Participants : - Chefs de poste des représentations du Québec concernées - Investissement Québec - Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation - Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles - Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs - D'autres ministères, organismes ou organisations concernés peuvent être invités à participer selon les dossiers traités	Trois rencontres du Groupe de travail ont été tenues jusqu'ici : le 27 octobre 2020, le 24 novembre 2020 et le 27 janvier 2021. Deux sous-groupes de travail (marchés publics aux États-Unis; enjeux frontaliers avec les États-Unis) ont également amorcé leurs travaux le 18 mars 2021.

QUESTION RP-10	Liste et copie de tous les sondages effectués en 2020-2021, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
-------------------	---

Pour l'exercice financier 2020-2021, le MRIF n'a pas réalisé de sondage par une firme externe.

QUESTION RP-11	Mandats, ainsi que les détails, donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers, en régie ou par sous-contrats, en 2020-2021.
-------------------	---

- Projet de relocalisation de l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) au 200, chemin Ste-Foy. Aucun honoraire SQI payé en 2020-2021.

- Projet de modernisation des espaces de travail du siège à Québec selon les principes des milieux de travail axés sur les activités (projet SymbiOse). Aucun honoraire SQI payé en 2020-2021.

- Projet de modernisation des espaces de travail du siège à Montréal selon les principes des milieux de travail axés sur les activités. Aucun honoraire SQI payé en 2020-2021.

SOURCE :	DRFCI/SGAP	QUESTION :	RP-11	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	------------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-12	Pour le Ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autre instance qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2020-2021 : a) la liste de tous les concours et tirages effectués; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.
-------------------	---

Représentation : Délégation générale du Québec à Mexico

- Nom du concours : Concours « La Fête Nationale du Québec au Mexique »
- Durée du concours : 1 journée (25 juin 2020)
- Prix : 2 livres d'auteurs québécoises traduits en espagnol (« Y llovieron pájaros » de Jocelyne Saucier, et « VI una mujer minúscula » de Kim Thuy)
- Valeur du prix : 90\$ CAD (chaque prix) (3 gagnant(e)s au total)
- Objectif poursuivi : Favoriser et augmenter la visibilité de la programmation conçue par la DGQM sur ses médias sociaux dans le cadre de la célébration virtuelle de la Fête Nationale du Québec 2020

Représentation : Délégation générale du Québec à Mexico

- Nom du concours : Concours « Concert virtuel du groupe Le Couleur»
- Durée du concours : 1 journée (14 septembre 2020)
- Prix : 4 billets au concert virtuel du groupe Le Couleur
- Valeur du prix : 20\$ CAD (chaque prix) (offerts par le groupe) (4 gagnant(e)s au total)
- Objectif poursuivi : Promouvoir le concert virtuel du groupe québécois Le Couleur qui a eu lieu le 17 septembre 2020.

Représentation : Délégation générale du Québec à Mexico

- Nom du concours : Concours photo « Le Québec à travers vos yeux »
- Durée du concours : 23 septembre au 31 octobre 2020
- Prix : 2 cartes cadeau chez Gosselin Photo et 6 cartes cadeau chez Liverpool
- Valeur du prix : 100\$ CAD (chaque prix) (8 gagnant(e)s au total)
- Objectif poursuivi : Renouveler l'exposition de photos qui figure sur la façade de la DGQM, et faire connaître la vision qu'ont du Québec les Mexicains et les Québécois à travers des photos prises par les participants.

Représentation : Délégation générale du Québec à Mexico

- Nom du concours : Tirage au sort « Journée Internationale des professeurs de français au Mexique »
- Durée du concours : 1 journée (26 novembre 2020)
- Prix : 5 ouvrages « Le Québec connais-tu? »
- Valeur du prix : 105\$ CAD (chaque prix) (5 gagnant(e)s au total)
- Objectif poursuivi : Promouvoir l'enseignement du français langue étrangère (FLE) au Mexique et favoriser la participation des professeurs mexicain à cet évènement virtuel organisé en collaboration avec l'Ambassade de France au Mexique.

Représentation : Délégation générale du Québec à Mexico

- Nom du concours : Concours « Clôture des célébrations du 40^{ème} anniversaire de la DGQM »

SOURCE :	DCAP	QUESTION :	RP-12	PAGE :	1 de 2	DATE : 2021-03-24
----------	------	------------	-------	--------	--------	-------------------

QUESTION RP-12	Pour le Ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autre instance qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2020-2021 : a) la liste de tous les concours et tirages effectués; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.
-------------------	---

Durée du concours : 1 journée (11 décembre 2020)

Prix : 2 livres d'auteures québécoises traduits en espagnol (« Nirliit » de Juliana Léveillé-Trudel, et « VI una mujer minúscula » ou « Man » de Kim Thuy)

Valeur du prix : 60\$ CAD (chaque prix) (3 gagnant(e)s au total)

Objectif poursuivi : Favoriser et augmenter la visibilité de la programmation conçue par la DGQM sur ses médias sociaux dans le cadre de la clôture des célébrations virtuelles du 40^{ème} anniversaire de la DGQM

Représentation : Délégation générale du Québec à Londres.

Nom du concours : Concours «Grand Quiz de la Francophonie 2020 – Spécial Québec »

Durée du concours : 14 mars jusqu'au 22 mars 2020 à 23 h 59 (9jours)

Prix : 3 prix (un par catégorie)

- Catégorie école (35 questions) :
- Catégorie école (60 questions) :
- Catégorie grand public (60 questions) :

Valeur du prix : 380\$ CAD

Il y a eu 3 gagnants dont 2 écoles et un prix pour grand public. Les prix étaient composés de produits alimentaires québécois et de livres pour écoliers.

Objectif poursuivi : Promouvoir le Québec auprès des écoliers britanniques, des instituts français au Royaume-Uni et du grand public sur tout le territoire couvert par la Délégation générale du Québec à Londres.

Représentation : Délégation générale du Québec à Londres.

Nom du concours : Concours « Fête Nationale »

Durée du concours : 24 juin 2020 de 00 h 01 à 23 h 59 (1 journée)

Prix : une boîte de puzzle WREBBIT 3D

Valeur du prix : _\$ CAD Le prix n'a rien coûté, car la fabrique, Wrebbit nous a donné gratuitement le puzzle à des fins promotionnelles.

Objectif poursuivi : Promouvoir le Québec et sa fête nationale auprès du grand public sur tout le territoire couvert par la Délégation générale du Québec à Londres.

SOURCE :	DCAP	QUESTION :	RP-12	PAGE :	2 de 2	DATE : 2021-03-24
----------	------	------------	-------	--------	--------	-------------------

QUESTION RP-13	Montant des investissements étrangers au Québec résultant de l'action du Ministère, ventilés par pays d'origine, pour 2020-2021. Fournir les prévisions pour 2021-2022.
-------------------	---

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits, mais peut se prêter à une demande d'accès aux documents pouvant être soumise au Ministère, en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels, L.R.Q. c. A-2.1.

SOURCE :	SMA-RE/DIPE	QUESTION :	RP-13	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	-------------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-14	Liste des actions en soutien aux exportations québécoises réalisées par le ministère, ventilée par pays d'origine, pour 2020-2021. Fournir les prévisions pour 2021-2022.
-------------------	---

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION RP-15	Variation des exportations québécoises pour chaque territoire desservi par une délégation du Québec, un bureau du Québec ou une antenne, en 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.
-------------------	---

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits, mais peut se prêter à une demande d'accès aux documents pouvant être soumise au Ministère, en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels, L.R.Q. c. A-2.1.

SOURCE :	SMA-REI	QUESTION :	RP-15	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	---------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION
RP-16

Ventilation détaillée par poste budgétaire de toutes les dépenses pour les années 2020-2021, par mois, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 pour chaque délégation générale, délégation, antenne ou bureau du Québec.

Représentations du Québec à l'étranger	Dépenses (k\$) 1er avril 2020 au 28 février 2021
<u>AMÉRIQUE DU NORD</u>	-
Atlanta	763,6
Boston	2 104,0
Chicago	1 654,7
Philadelphie	235,9
Houston	680,2
Los Angeles	2 563,0
New York / Washington	7 357,4
Silicon Valley	586,2
Sous-total	15 945,1
<u>AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES</u>	-
La Havane (AMC)	475,1
Mexico	2 142,3
Sao Paulo (AMC)	1 091,9
Sous-total	3 709,2
<u>ASIE</u>	-
Hong Kong (AMC)	3 809,3
Beijing ((AMC)	1 715,0
Shanghai (AMC)	1 905,0
Mumbai (AMC)	995,1
Tokyo	2 457,7
Séoul	658,8
Qingdao	122,8
Singapour	508,5
Shenzhen	161,8
Sous-total	12 334,0
<u>EUROPE</u>	-
Barcelone	847,5
Bruxelles	2 772,2
Munich / Berlin	2 574,9
Londres	3 724,3
Paris-UNESCO (AMC)	746,2
Paris-DGQP	7 870,5
Paris-DAFM	713,1
Rome	1 116,3
Sous-total	20 365,0
<u>AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT</u>	-
Abidjan	529,8
Dakar	1 125,5
Rabat	885,4
Sous-total	2 540,7
TOTAL RÉSEAU	54 894,0

QUESTION
RP-17

Effectif par catégorie, traitement annuel – incluant les primes et bonis – du délégué général, du délégué ou du chef du bureau, du personnel-cadre, du personnel de soutien et de tous les employés contractuels du Ministère pour chaque délégation générale, délégation, antenne ou bureau du Québec. Indiquer la date d'embauche, les modalités du contrat et la date prévue de la fin du contrat d'embauche (incluant le montant de la prime si bris de contrat) pour chacun des délégués généraux, délégués et autres chefs de poste.

Représentation	Nom et fonction	Salaire
ÉTATS-UNIS		
New York	Ventilation des effectifs : Affectés réseau : 6 Recrutés locaux : 27 TOTAL : 33 postes	
	LOUBIER, Catherine : déléguée générale* (depuis le 2019-02-11)	183 834 \$
	JARJOUR, Nada : directrice aux communications, affaires publiques et relations gouvernementales (depuis le 2017-07-17)	106 633 \$
	LANTHIER, Sébastien : directeur des affaires économiques (depuis le 2019-04-02)	103 826 \$
Washington	Ventilation des effectifs : Affectés réseau : 1 Recrutés locaux : 2 TOTAL : 3 postes	
	HOULD, Jean-François : directeur (depuis le 2020-07-10)	94 239 \$
Boston	Ventilation des effectifs : Affectés réseau : 3 Recrutés locaux : 7 TOTAL : 10 postes	
	FRANCOEUR, Marie-Claude : déléguée* (depuis le 2014-05-12)	169 910 \$
Chicago	Ventilation des effectifs : Affectés réseau : 3 Recrutés locaux : 9 TOTAL : 12 postes	
	HÉBERT, Martine : déléguée* (depuis le 2019-07-29)	169 910 \$
Los Angeles	Ventilation des effectifs : Affectés réseau : 5 Recrutés locaux : 8 TOTAL : 13 postes	
	HUNEULT, Philippe P.: délégué* (depuis le 2019-07-01) OZGOLI, Marc : directeur des services d'immigration (depuis le 2019-01-14)	169 910 \$ 112 219 \$
Atlanta	Ventilation des effectifs : Affecté réseau : 2 Recrutés locaux : 5 TOTAL : 7 postes	
	LEBLANC, Donald : délégué* (du 2017-11-27 au 2020-09-28)	160 148 \$
Houston	Ventilation des effectifs : Affecté réseau : 1 Recrutés locaux : 3 TOTAL : 4 postes	
	DAVOINE, Caroline : directrice (du 2019-09-16 au 2021-01-31)	112 219 \$
Silicon Valley	Ventilation des effectifs : Affecté réseau : 1 Recrutés locaux : 1 TOTAL : 2 postes	
Philadelphie	Ventilation des effectifs : Affecté réseau : 0 Recrutés locaux : 1 TOTAL : 1 poste	

* Les décrets de nomination ne prévoient pas la date de fin du contrat.

QUESTION
RP-17

Effectif par catégorie, traitement annuel – incluant les primes et bonis – du délégué général, du délégué ou du chef du bureau, du personnel-cadre, du personnel de soutien et de tous les employés contractuels du Ministère pour chaque délégation générale, délégation, antenne ou bureau du Québec. Indiquer la date d'embauche, les modalités du contrat et la date prévue de la fin du contrat d'embauche (incluant le montant de la prime si bris de contrat) pour chacun des délégués généraux, délégués et autres chefs de poste.

Représentation	Nom et fonction	Salaire
AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES		
Mexico	Ventilation des effectifs :	
	Affectés réseau :	7
	Recrutés locaux :	17
	TOTAL :	24 postes
	ALLARD-GOMEZ, Stéphanie : déléguée générale* (depuis le 2017-09-25)	169 910 \$
	NORDBY, Bard : directeur des services d'immigration (depuis le 2019-07-08)	98 244 \$
La Havane	Ventilation des effectifs :	
	Affectés réseau :	1
	Recrutés locaux :	0
	TOTAL :	1 poste
	DESNOYERS, Johanne : responsable du bureau (depuis le 2018-12-17)	100 068 \$
São Paulo	Ventilation des effectifs:	
	Affectés réseau :	2
	Recrutés locaux :	0
	TOTAL :	2 postes
	NAUD, Jason : directeur (depuis le 2020-01-01)	99 085 \$

Représentation	Nom et fonction	Salaire
ASIE – PACIFIQUE		
Tokyo	Ventilation des effectifs :	
	Affectés réseau :	3
	Recrutés locaux :	11
	TOTAL :	14 postes
	BRULOTTE, David : délégué général* (depuis le 2019-06-03)	152 460 \$
Beijing	Ventilation des effectifs :	
	Affecté réseau :	3
	Recrutés locaux :	0
	TOTAL :	3 postes
Shanghai	Ventilation des effectifs :	
	Affecté réseau :	3
	Recrutés locaux :	0
	TOTAL :	3 postes
	LÉPINE, Jean-François : directeur des représentations du Québec en Chine – Contractuel (depuis le 2015-11-01)	177 625 \$
Qingdao ¹	Ventilation des effectifs :	
	Affecté réseau :	0
	Recrutés locaux :	0
	TOTAL :	0 poste
Hong Kong	Ventilation des effectifs :	
	Affecté réseau :	4
	Recrutés locaux :	0
	TOTAL :	4 postes
	CHARTIER, Gabriel : directeur des services d'immigration (depuis le 2019-01-07)	112 219 \$
Shenzhen ²	Ventilation des effectifs :	
	Affecté réseau :	0
	Recrutés locaux :	0
	TOTAL :	0 poste

¹ L'antenne du Québec à Qingdao relève du bureau du Québec à Beijing et compte un employé contractuel.

² L'antenne du Québec à Shenzhen relève du bureau du Québec à Shanghai et compte un employé contractuel.

* Les décrets de nomination ne prévoient pas la date de fin du contrat.

QUESTION
RP-17

Effectif par catégorie, traitement annuel – incluant les primes et bonis – du délégué général, du délégué ou du chef du bureau, du personnel-cadre, du personnel de soutien et de tous les employés contractuels du Ministère pour chaque délégation générale, délégation, antenne ou bureau du Québec. Indiquer la date d'embauche, les modalités du contrat et la date prévue de la fin du contrat d'embauche (incluant le montant de la prime si bris de contrat) pour chacun des délégués généraux, délégués et autres chefs de poste.

Représentation	Nom et fonction	Salaire
Séoul	Ventilation des effectifs : Affecté réseau : 2 Recrutés locaux : 5 TOTAL : 7 postes	
	BOISSONNEAULT, Valérie : directrice (du 2019-05-29 au 2020-09-21) et responsable du bureau (2018-06-11 à 2019-05-28)	87 872 \$
	ROLLAND, Geneviève, directrice (depuis le 2021-02-04)	87 870 \$
Mumbai	Ventilation des effectifs : Affecté réseau : 1 Recrutés locaux : 0 TOTAL : 1 poste	
	PARADIS, Francis : directeur (depuis le 2019-09-02)	169 910 \$
Singapour	Ventilation des effectifs : Affecté réseau : 1 Recrutés locaux : 2 TOTAL : 3 postes	
	SYLVESTRE, René : directeur - Contractuel (depuis le 2018-08-06)	130 000 \$

Représentation	Nom et fonction	Salaire
EUROPE		
Bruxelles	Ventilation des effectifs : Affectés réseau : 3 Recrutés locaux : 16 TOTAL : 19 postes	
	DESGAGNÉ, Pierre-Luc : délégué général* (depuis le 2019-06-17)	197 303 \$
Londres	Ventilation des effectifs : Affectés réseau : 4 Recrutés locaux : 17 TOTAL : 21 postes	
	CÔTÉ, Pierre Gabriel : délégué général* (depuis le 2019-07-27) TOUPIN, Dominic : directeur aux affaires économiques (depuis le 2019-08-12)	197 303 \$ 125 574 \$
Munich	Ventilation des effectifs : Affectés réseau : 4 Recrutés locaux : 11 TOTAL : 15 postes	
	JEAN, Marie-Ève : déléguée générale* (du 2018-06-25 au 2020-05-30) VALENTIN, Élisabeth : déléguée générale* (depuis le 2020-06-01)	158 992 \$ 142 565 \$
Berlin	Ventilation des effectifs : Affecté réseau : 0 Recrutés locaux : 4 TOTAL : 4 postes	
Barcelone	Ventilation des effectifs : Affecté réseau : 1 Recrutés locaux : 5 TOTAL : 6 postes	
	DESSUREAULT, Isabelle : directrice (depuis le 2019-07-08)	150 000 \$

* Les décrets de nomination ne prévoient pas la date de fin du contrat.

QUESTION RP-17 Effectif par catégorie, traitement annuel – incluant les primes et bonis – du délégué général, du délégué ou du chef du bureau, du personnel-cadre, du personnel de soutien et de tous les employés contractuels du Ministère pour chaque délégation générale, délégation, antenne ou bureau du Québec. Indiquer la date d'embauche, les modalités du contrat et la date prévue de la fin du contrat d'embauche (incluant le montant de la prime si bris de contrat) pour chacun des délégués généraux, délégués et autres chefs de poste.

Représentation	Nom et fonction	Salaire
Rome	Ventilation des effectifs : Affecté réseau : 2 Recrutés locaux : 8 TOTAL : 10 postes	
	SIMEONE, Marianna : déléguée* (depuis le 2017-03-06)	150 821 \$
Paris	Ventilation des effectifs : Affectés réseau : 11 Recrutés locaux : 42 TOTAL : 53 postes	
	BOISVERT, Michèle : déléguée générale* (depuis le 2019-05-13)	197 303 \$
	HARBOUR, Steeve : directeur aux affaires administratives (du 2016-07-04 au 2020-08-16)	125 574 \$
	SAINTONGE, Jean : directeur aux affaires administratives (depuis le 2020-08-17) et secrétaire général (depuis le 2019-10-10)	140 517 \$
	DALPHOND, Catherine : première conseillère aux affaires politiques et à la coopération (depuis le 2018-01-08)	107 650 \$
	VOICU, Elena : première conseillère aux affaires économiques et commerciales (2015-08-03 au 2019-02-24) et directrice des Services d'immigration (depuis le 2018-02-25)	112 219 \$
	MIHOUBI, Younes : conseiller en transformation administrative et financière auprès de l'administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie (depuis le 2019-07-01)	169 910 \$
	CORMIER, Julien : premier conseiller aux affaires économiques et commerciales (depuis le 2019-07-01)	125 574 \$
Affaires francophones et multilatérales	Ventilation des effectifs : Affecté réseau : 2 Recrutés locaux : 3 TOTAL : 5 postes	
	DERONZIER, Claire : déléguée aux affaires francophones et multilatérales* (depuis le 2019-08-05)	169 910 \$
Paris - UNESCO	Ventilation des effectifs : Affecté réseau : 1 Recrutés locaux : 0 TOTAL : 1 poste	
	BONSAINT, Michel : Représentant du gouvernement du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à Paris* (depuis le 2019-09-17)	160 148 \$

* Les décrets de nomination ne prévoient pas la date de fin du contrat.

QUESTION
RP-17

Effectif par catégorie, traitement annuel – incluant les primes et bonis – du délégué général, du délégué ou du chef du bureau, du personnel-cadre, du personnel de soutien et de tous les employés contractuels du Ministère pour chaque délégation générale, délégation, antenne ou bureau du Québec. Indiquer la date d'embauche, les modalités du contrat et la date prévue de la fin du contrat d'embauche (incluant le montant de la prime si bris de contrat) pour chacun des délégués généraux, délégués et autres chefs de poste.

Représentation	Nom et fonction	Salaire
AFRIQUE		
Abidjan	Ventilation des effectifs : Affecté réseau : 1 Recrutés locaux : 4 TOTAL : 5 postes	
	BAH, Marly : directrice (depuis le 2019-09-19)	90 739 \$
Dakar	Ventilation des effectifs : Affecté réseau : 5 Recrutés locaux : 6 TOTAL : 11 postes	
	HOUDA-PÉPIN, Fatima : déléguée générale* (du 2019-09-23 au 2020-08-31) TOURÉ, Iya : délégué général (depuis le 2020-12-15)	143 771 \$ 175 156 \$
Rabat	Ventilation des effectifs : Affecté réseau : 3 Recrutés locaux : 4 TOTAL : 7 postes	
	OLIVIER, Alain : directeur (depuis le 2018-07-30) WILSON, Anne-Marie : directrice des services d'immigration (depuis le 2019-09-16)	125 574 \$ 162 023 \$

* Les décrets de nomination ne prévoient pas la date de fin du contrat.

QUESTION RP-18	La liste des actifs immobiliers du Québec à l'étranger ainsi que la liste des actifs immobiliers du Québec à l'étranger pour lesquels il y a :
	a) actuellement évaluation pour vente, incluant le lieu, la valeur à l'achat, la valeur estimée actuelle, les études, analyses ou autres documents quant à l'impact de leur vente sur la représentation du Québec dans le pays visé;
	b) eu vente, incluant le lieu, la valeur à l'achat, le montant de la vente, une copie du contrat de vente, le coût des honoraires du notaire et les frais payés à l'agence immobilière, les études, analyses ou autres documents quant à l'impact de leur vente sur la représentation du Québec dans le pays visé;
	c) évaluation des coûts pour l'achat ou la location pour ouvrir une délégation, un bureau ou une antenne dans de nouvelles villes.

	Actifs immobiliers du MRIF		
REPRÉSENTATION (Année d'acquisition)	ADRESSE	COÛT ACQUISITION M\$	VALEUR MARCHANDE M\$ (Décembre 2017)
BRUXELLES (2016) (compound)*	32 Rue du Châtelain 1050 Ixelles, Bruxelles, Belgique	7,7	5,9
LONDRES (2015) (résidence)	49 Pont Street Flat 17 Londres, Royaume-Uni	13,8	11,0
LONDRES (2008) (bureau)	59 Pall Mall Londres SW1Y 5JH Royaume-Uni	34,3	26,7
MEXICO (2002) (résidence)	610 Sierra Fria Colonia Lomas de Chapultepec Mexico D.F., Mexique	1,1	4,7
MEXICO (2000) (bureau)	411 AvenidaTain Colonia Bosques de Chapultepec Mexico, Mexique	1,5	9,5
MUNICH (2015) (compound)*	103 Mauerkircherstraße 81925 Munich, Allemagne	14,2	14,4
NEW YORK (1985) (résidence)	37B/C Museum Tower 15 West, 53rd Street New York, États-Unis	1,8	5,6
NEW-YORK (2000) (Studio d'artistes)	111 Wooster Street, (SOHO) New-York, États-Unis	0,9	3,1
PARIS (2011) (résidence)	58, avenue Foch Paris 75116, France	12,1	12,4
PARIS (1964) (bureau)	66 rue Pergolèse Paris 75116, France	0,9	24,6

*Compound : Emplacement où se trouvent à la fois les bureaux de la représentation du Québec et la résidence officielle.

QUESTION RP-19	La liste des contrats de personnel des délégations et bureaux qui n'ont pas été renouvelés et, le cas échéant, les raisons du non-renouvellement, ventilée par délégation ou bureau.
-------------------	--

En 2020-2021, trois employés recrutés localement ont été licenciés en conformité avec les lois locales ou ont vu leur contrat occasionnel prendre fin en raison d'un non-renouvellement :

- trois employés avaient un contrat qui venait à échéance et qui n'a pas été renouvelé.

SOURCE :	DRH	QUESTION :	RP-19	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	-----	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-20	Pour chacune des délégations générales, délégations, bureaux ou antennes du Québec, fournir la liste détaillée, ventilée par mois, de tous les événements, réceptions ou entretiens organisés en 2020-2021, en précisant le nombre d'invités et les coûts sachant que ces informations ventilées ne sont pas incluses dans le Rapport annuel de gestion du ministère.
-------------------	---

Les résultats du Plan stratégique 2019-2023 pour l'année financière 2020-2021 seront publiés dans le Rapport annuel de gestion 2020-2021.

En vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels, le ministère des Relations internationales et de la Francophonie doit diffuser sur son site Internet certains renseignements relatifs aux activités du Ministère, notamment les frais de réception et d'accueil. Les données pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2021 sont actuellement disponibles.

QUESTION RP-21	Coût total de la prise en charge des déménagements reliés à la nomination de nouveaux représentants du Québec à l'étranger et au rapatriement des représentants sortants.
-------------------	---

	2020-2021
Coût total des déménagements reliés à la nomination de nouveaux représentants à l'étranger et au rapatriement des représentants sortants	87 589,80\$

AFFECTATION

Nom de l'affecté	Lieu d'affectation	Date du décret ou de la prise de poste	Coût du déménagement
Hould, Jean-François	Washington	2020-07-10	8 578,89\$
Naud, Jason	Sao Paulo	2020-09-09	10 242,58\$
Touré, Iya	Dakar	2020-12-15	11 875,00\$
Total			30 696,47 \$

RAPATRIEMENT

Nom de l'affecté	Lieu d'affectation	Date de fin de mandat	Coût du déménagement
Boissonneault, Valérie	Séoul	2020-09-20	16 448,75\$
Davoine, Caroline	Houston	2021-02-05	3 225,38\$
Jean, Marie-Ève	Munich	2020-05-30	14 264,55\$
Houda-Pépin, Fatima	Dakar	2020-08-06	11 946,00\$
Leblanc, Donald	Atlanta	2020-07-23	11 008,65\$
Total			56 893,33\$

QUESTION La liste des nominations ou des nouvelles affectations pour chaque délégation générale, délégation, bureau ou antenne du Québec en 2020-2021, en indiquant, pour chacune :

RP-22

- a) le nom de la personne;
- b) la date de l'entrée en fonction;
- c) les fonctions antérieures;
- d) la durée du contrat ou de l'engagement, s'il y a lieu;
- e) le titre de la fonction;
- f) le traitement annuel ainsi que tous les avantages sociaux auxquels elle a droit.

Nom	Date de l'entrée en fonction	Fonctions antérieures	Durée du contrat ¹	Titre de la fonction	Traitement annuel ²	Avantages sociaux (12,4 %)
Constantin, Michel	2021-01-14	Conseiller en affaires politiques et institutionnelles	2 ans	Conseiller en affaires politiques et publiques Bureau du Québec à Shanghai	Entre 45 219 \$ et 84 908 \$	Entre 5 607 \$ et 10 529 \$
Côté, Anthony	2020-09-14	Conseiller en affaires internationales – Service des Gens d’Affaires Ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration	3 ans	Conseiller à la prospection et à l’attraction Bureau du Québec à Hong Kong	Entre 45 219 \$ et 84 908 \$	Entre 5 607 \$ et 10 529 \$
Dicaire, Michèle	2020-12-09	Conseillère en marketing Ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration	2 ans	Conseillère à la prospection et à l’attraction Direction des services d’immigration à Mexico	Entre 45 219 \$ et 84 908 \$	Entre 5 607 \$ et 10 529 \$
Hould, Jean-François	2020-07-10	Conseiller	3 ans	Directeur Bureau du Québec à Washington	94 239 \$	11 686 \$

¹ La durée du contrat varie en fonction du lieu d'affectation. Elle est généralement de 3 ans avec possibilité d'être prolongée pour une quatrième année. Pour les postes déclarés difficiles, soit Abidjan, Beijing, Dakar, La Havane, Mexico, Mumbai, Rabat, Sao Paulo et Shanghai, la durée du contrat, à moins d'exception, est de 2 ans avec possibilité d'être prolongée pour une troisième année.

² Le traitement annuel des professionnels constituant un renseignement personnel, seuls le minimum et le maximum de l'échelle salariale sont présentés.

QUESTION La liste des nominations ou des nouvelles affectations pour chaque délégation générale, délégation, bureau ou antenne du Québec en 2020-2021, en indiquant, pour chacune :

RP-22

- a) le nom de la personne;
- b) la date de l'entrée en fonction;
- c) les fonctions antérieures;
- d) la durée du contrat ou de l'engagement, s'il y a lieu;
- e) le titre de la fonction;
- f) le traitement annuel ainsi que tous les avantages sociaux auxquels elle a droit.

Nom	Date de l'entrée en fonction	Fonctions antérieures	Durée du contrat ¹	Titre de la fonction	Traitement annuel ²	Avantages sociaux (12,4 %)
Jean, Audrey	2020-11-02	Conseillère et chef d'équipe préventionniste Commissaire à la lutte contre la corruption	3 ans	Conseillère aux affaires européennes et multilatérales Délégation générale du Québec à Bruxelles	Entre 49 741 \$ et 93 399 \$	Entre 6 168 \$ et 11 581 \$
Rolland, Geneviève	2021-01-12	Conseillère Investissement Québec	3 ans	Directrice Bureau du Québec à Séoul	87 870 \$	10 896 \$
Savard-Lajeunesse, Myriam	2020-12-09	Conseillère à la prospection et à l'attraction Délégation générale du Québec à Mexico	2 ans	Conseillère à la prospection et à l'attraction à Bogota Délégation générale du Québec à Mexico	Entre 45 219 \$ et 84 908 \$	Entre 5 607 \$ et 10 529 \$
Touré, Iya	2020-12-15	Vice-président Ressources Québec – Mines, hydrocarbures et énergie Investissement Québec	Indéterminée	Délégué Délégation générale du Québec à Dakar	175 156 \$	21 719 \$
Valentin, Elisa	2020-06-01	Directrice Europe et Institutions européennes Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	Indéterminée	Déléguée générale Délégation générale du Québec à Munich	142 565 \$	17 678 \$

QUESTION RP-23	Concernant l'Entente France-Québec sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, indiquer, pour chacune des professions et chacun des métiers reconnus en vertu des arrangements de reconnaissance mutuelle (ARM) en vigueur, le nombre de Québécois travaillant en France et le nombre de Français travaillant au Québec.
-------------------	--

Entente Québec-France sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles

Bénéficiaires des Arrangements de reconnaissance mutuelle (ARM) des qualifications professionnelles

Les statistiques sur le nombre de bénéficiaires des ARM conclus entre les autorités compétentes dans le cadre de l'application de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles sont disponibles au 31 décembre 2019¹. Il est important de noter que nous ne sommes pas en mesure de donner des statistiques sur le nombre réel de Québécois ou de Français travaillant au Québec et en France. Ces données portent plutôt sur le nombre d'autorisations légales d'exercer une profession, une fonction ou un métier, délivrées au Québec et en France, en vertu de l'application de cette Entente. De plus, les ARM s'appliquent sans égard à la nationalité du professionnel qui exerce en France ou au Québec. Le professionnel détenteur d'une autorisation légale d'exercer en France, peu importe sa nationalité, peut bénéficier de la procédure prévue à l'ARM pour obtenir une autorisation légale d'exercer au Québec, et vice-versa.

Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles
Statistiques sur les autorisations légales d'exercer délivrées depuis 2008²

Professions	Autorisations légales d'exercer délivrées au Québec au 31 décembre 2019 (total cumulatif depuis 2008)	Autorisations légales d'exercer délivrées en France au 31 décembre 2019 (total cumulatif depuis 2008) ³
Administrateur agréé	98	n.d.
Agronome	23	6
Architecte	91	15
Arpenteurs-géomètres	1	1
Audioprothésiste	6	12
Avocat	177	214
Chimiste	20	4
Comptable professionnel agréé	44	23
Dentiste	84	12
Évaluateur agréé	0	n.d.
Infirmière	1 555	61
Ingénieur	1 362	15
Ingénieur forestier	9	5
Médecin	254	98
Opticien	241	2
Orthophoniste	4	4
Pharmacien	94	7
Physiothérapeute / thérapeute en réadaptation physique	12	3
Sage-femme	8	2
Technologue en prothèses et appareils dentaires	18	n.d.
Technologue en imagerie médicale et radio-oncologie	69	5
Technologiste médical	10	5
Technologue professionnel	35	n.d.
Travailleur social	168	7
Urbaniste	18	1
Total professions	4 401	498

Métiers hors construction	Autorisations légales d'exercer délivrées au Québec au 31 décembre 2019 (total cumulatif depuis 2008)	Autorisations légales d'exercer délivrées en France au 31 décembre 2019 (total cumulatif depuis 2008)
Mécanicien de systèmes de chauffage	8	0
Électricien	9	0
Mécanicien de machineries fixes (classe 2)	3	0

¹ Les données pour l'année 2020 ne sont pas encore disponibles.
² Il s'agit d'un nombre cumulatif d'autorisations légales d'exercer délivrées depuis la signature de l'Entente Québec-France , au 31 décembre 2019 (les données pour l'année 2020 ne sont pas encore toutes disponibles).
³ Les évaluateurs agréés (expert foncier ou agricole en France), les technologues professionnels (techniciens supérieurs et supérieurs agricoles en France) et les professions administratives ne sont pas des professions réglementées en France. Ils ne requièrent donc pas de permis d'exercice, si bien que la Partie française ne dispose pas de statistiques sur les bénéficiaires.

QUESTION
RP-23

Concernant l'Entente France-Québec sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, indiquer, pour chacune des professions et chacun des métiers reconnus en vertu des arrangements de reconnaissance mutuelle (ARM) en vigueur, le nombre de Québécois travaillant en France et le nombre de Français travaillant au Québec.

Métiers hors construction	Autorisations légales d'exercer délivrées au Québec au 31 décembre 2019 (total cumulatif depuis 2008)	Autorisations légales d'exercer délivrées en France au 31 décembre 2019 (total cumulatif depuis 2008)
Mécanicien de machineries fixes (classe 3)	7	1
Mécanicien de machineries fixes (classe 4)	9	0
Mécanicien de machineries fixes (classe A)	4	0
Mécanicien de machineries fixes (classe B)	7	0
Frigoriste	1	0
Métier ou fonction du gaz	4	0
Pâtissier	20	0
Boulangier	6	0
Boucher de détail	2	0
Métier de l'eau potable	176	2
Plombier	1	0
Soudeur	1	0
Total métiers hors construction	258	3

Métiers construction	Autorisations légales d'exercer délivrées au Québec au 31 décembre 2019 (total cumulatif depuis 2008)	Autorisations légales d'exercer délivrées en France au 31 décembre 2019 ⁴ (total cumulatif depuis 2008)
Briqueur-maçon	2	1
Carreleur	1	n.d.
Électricien	40	6
Frigoriste	4	0
Peintre	7	n.d.
Charpentier-menuisier	0	1
Couvreur	0	1
Plâtrier	1	n.d.
Poseur de revêtements souples	1	n.d.
Opérateur d'équipements lourds	1	0
Opérateur de pelles mécaniques	0	1
Tuyauteur – spécialité du plombier	5	2
Total métiers construction	62	12

Métiers de l'automobile	Autorisations légales d'exercer délivrées au Québec au 31 décembre 2019 (total cumulatif depuis 2008)	Autorisations légales d'exercer délivrées en France au 31 décembre 2019 ⁵ (total cumulatif depuis 2008)
Débosselaar	15	n. d.
Mécanicien	51	n. d.
Mécanicien de véhicules routiers lourds	10	n. d.
Peintre	9	n. d.
Total métiers de l'automobile	85	n. d.

Fonctions	Autorisations légales d'exercer émises au Québec au 31 décembre 2019 (total cumulatif depuis 2008)	Autorisations légales d'exercer émises en France au 31 décembre 2019 ⁶ (total cumulatif depuis 2008)
Assurances	31	n.d.
Valeurs mobilières	2	0
Total fonctions	33	0

GRAND TOTAL DEPUIS 2008	4 839 autorisations légales d'exercer délivrées au Québec 513* autorisations légales d'exercer délivrées en France
-------------------------	---

* Seulement les données partielles reçues de la Partie française.

⁴ La Partie française ne dispose pas de statistiques complètes concernant certains métiers de la construction.
⁵ La Partie française ne dispose pas de statistiques complètes concernant les métiers de l'automobile.
⁶ La Partie française ne dispose pas de statistiques concernant les fonctions en assurance.

QUESTION RP-24	Négociation d'autres ententes de reconnaissance mutuelle de qualifications professionnelles, notamment avec les pays membres de l'Union européenne. Ventilation des pays avec lesquels le Québec négocie de telles ententes et les crédits alloués, le cas échant, en 2020-2021, ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : copie des analyses, des rapports et de tout autre document relatif à la négociation de ces ententes.
-------------------	--

Aucune nouvelle entente bilatérale n'a été conclue en 2020-2021.

SOURCE :	DEIP	QUESTION :	RP-24	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION

RP-25

Concernant la participation du gouvernement du Québec à des forums internationaux : la liste des événements auxquels le Québec a pris part, le nom des participants en 2020-2021 et la planification pour 2021-2022, ainsi que la ventilation, par poste budgétaire, des crédits alloués.

Activités réalisées 2020-2021

- Réunion des ministres de la Culture (UNESCO)
Paris (France), 22 avril 2020 (format virtuel)
- 2^e rencontre extraordinaire des ministres du Bureau de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN)
Virtuel, 29 avril 2020
- Rencontre des Hauts représentants pour l'Arctique (Conseil de l'Arctique)
Reykjavik (Islande), 24 et 25 juin 2020 (virtuel)
- 14^e réunion du Bureau de la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports de la Francophonie (CONFESJES)
Virtuel, 25 juin 2020
- 209^e session du Conseil exécutif de l'UNESCO
Paris (France), 29 juin au 10 juillet 2020
- 110^e session du Conseil permanent de la Francophonie
Virtuel, 8 et 9 juillet 2020
- 111^e session (extraordinaire) du Conseil permanent de la Francophonie
Virtuel, 25 juillet 2020
- Climate Week de New York
Québec (Canada), du 21 au 27 septembre 2020 (format virtuel)
- 6^e conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour l'Amérique du Nord
Québec (Canada), du 22 au 23 septembre et du 22 au 23 octobre 2020 (format virtuel)
- Sommet des Nations Unies sur la diversité biologique
New York (États-Unis), 30 septembre 2020 (format virtuel)
- Réunion mondiale sur l'éducation 2020
Paris (France), 21 octobre 2020 (format virtuel)
- International Volunteer Cooperation Organisations' Conference
Virtuel, 28 au 30 octobre 2020
- Assemblée générale annuelle de l'Association Réseau Normalisation et Francophonie (RNF)
Visioconférence, 30 octobre 2020
- 3^e rencontre extraordinaire des ministres du Bureau de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN)
Virtuel, 2 novembre 2020
- 112^e session du Conseil Permanent de la Francophonie
Virtuel, 4 et 5 novembre 2020
- Conférence internationale de l'UNESCO sur la lutte contre le harcèlement entre élèves
Paris (France), 5 novembre 2020 (format virtuel)
- 37^e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie
Virtuel, 24 et 25 novembre 2020
- Réunion des Hauts fonctionnaires TV5
Virtuel, 30 novembre et 1^{er} décembre 2020
- 210^e session du Conseil exécutif de l'UNESCO
Paris (France), 2 au 11 décembre 2020 et 20 au 27 janvier 2021
- 1^{re} plénière du Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle
Téléconférence, Montréal (Canada), 3 et 4 décembre 2020

QUESTION RP-25	Concernant la participation du gouvernement du Québec à des forums internationaux : la liste des événements auxquels le Québec a pris part, le nom des participants en 2020-2021 et la planification pour 2021-2022, ainsi que la ventilation, par poste budgétaire, des crédits alloués.
-------------------	---

Réunion des ministres du Bureau de la CONFEMEN
Virtuel, 4 décembre 2020

Seconde rencontre du comité consultatif du projet du Québec avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Rome (Italie), 8 au 10 décembre 2020 (format virtuel)

14^e session du Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO
Paris (France), 2 au 5 février 2021 (format virtuel)

47^e session du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale de l'Organisation des Nations Unies sur l'alimentation et l'agriculture
Rome (Italie), du 8 au 12 février 2021

24^e session de l'Organe subsidiaire de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques de la Convention sur la diversité biologique
Montréal (Canada) du 17 au 19 février et du 24 au 26 février 2021

113^e session (extraordinaire) du Conseil Permanent de la Francophonie
Virtuel, 22 février 2021

38^e session de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (CONFEJES), à Ouagadougou au Burkina Faso
Virtuel, 26 et 27 février 2021

Les noms des participants et leurs dépenses de déplacement sont fournis à la question RG-01.

SOURCE :	DOFI, DEIP et DFSI	QUESTION :	RP-25	PAGE :	2 de 2	DATE :	2021-03-24
----------	--------------------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-26	Concernant l'organisation de sommets ou de forums : a) fournir la liste des sommets, forums ou rencontres d'envergure organisés par le gouvernement et pour lesquels le Protocole du gouvernement ou le ministère des Relations internationales et de la Francophonie a été impliqué; b) copie des contrats alloués dans le cadre de l'organisation de ces événements, incluant le montant et le nom du prestataire de service; c) liste des dépenses reliées à l'organisation de ces événements, ventilée par événement et par poste budgétaire; d) nombre de participants à chacun des événements.
-------------------	--

- a. Liste des événements
 - Aucun événement d'envergure en 2020-2021.
- b. Copie des contrats alloués
- c. Liste des dépenses reliées à l'organisation de l'événement
- d. Nombre de participants

QUESTION RP-27	Concernant les travaux de mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles : la liste des événements auxquels le Québec a pris part, le nom des participants en 2020-2021 et la planification pour 2021-2022, la ventilation des crédits alloués en 2020-2021, par poste budgétaire, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.
-------------------	---

Évènements auxquels le Québec a pris part en 2020-2021

- 15^e anniversaire de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO
Déclaration de député à l'Assemblée nationale de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie et ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
Québec, 21 octobre 2020
- 14^e session du Comité intergouvernemental de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO
Paris (France) – VIRTUEL, 2 au 5 février 2021

Les noms des participants et leurs dépenses de déplacement sont fournis à la question RG-01.

SOURCE :	DOFI	QUESTION :	RP-27	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-28	Copie du calendrier des activités du Ministère et de la ministre pour 2020-2021 et les activités prévues pour 2021-2022. Préciser les événements internationaux auxquels la ministre des Relations internationales et de la Francophonie et le Ministère, ou d'autres membres du Conseil exécutif, participeront directement.
-------------------	---

Les activités du Ministère comprennent des missions à l'étranger.

Elles comprennent aussi la participation gouvernementale :

- à des événements internationaux;
- à des événements de la Francophonie;
- aux commissions de coopération.

1 ^{er} avril 2020 au 28 février 2021	
Nom de l'événement Date	Lieu
Événements internationaux au Québec et au Canada	
Festival Vues d'Afrique 28 avril 2020	Virtuel
Tribune Afrique Expansion 28 mai 2020	Virtuel
Webinaire sur les occasions d'affaires en Afrique post-COVID-19 22 juin 2020	Virtuel
Salon virtuel Étudier au Québec 3 et 4 octobre 2021	Virtuel
Forum économique du Burkina Faso au Canada 8 octobre 2020	Virtuel
Entretien virtuel et webinaire de la ministre Nadine Girault et de la secrétaire au Commerce de l'État du Maryland, M ^{me} Kelly Schulz, sur le thème des sciences de la vie et de la santé publique 15 octobre 2020	Webinaire
Conférence de l'Association internationale de science politique pour souligner le 75 ^e anniversaire de la fondation de l'ONU 19 au 21 octobre 2020	Virtuel
Cérémonie virtuelle de signature de l'avenant no 2 à l'Arrangement de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles (ARM) des ingénieurs 22 octobre 2020	Virtuel
Prise de parole du ministre de l'Économie et de l'Innovation, Pierre Fitzgibbon, dans le cadre d'Impulsion Montréal (webinaire 1/4), dans le cadre de l'édition virtuelle du Forum international sur la gestion des parcs de véhicules 27 octobre 2020	Conférence virtuelle
2 ^e édition des Rendez-vous Gérin-Lajoie 5 au 12 novembre 2020	Virtuel
Webinaire : Potentiel d'expansion des échanges commerciaux entre le Canada et l'Afrique francophone organisé par l'Observatoire de la Francophonie économique 2 décembre 2020	Virtuel
Première conférence multipartite d'experts du Partenariat mondial en intelligence artificielle (PMIA) 3 - 4 décembre 2020	Virtuel
Symposium mondial sur la mise en œuvre de l'innovation en aviation de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) 8 au 11 décembre 2020	Virtuel
26 ^e édition de la Conférence de Montréal 14 au 17 décembre 2020	Virtuel
11 ^e réunion du Comité bilatéral de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles 16 décembre 2020	Virtuel
Séance inaugurale - Échanges entre le Québec et la Suisse en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles 26 janvier 2021	Virtuel

Source : SMA-RB/SMA-RAFAM	QUESTION :	RP-28	PAGE :	1 sur 3	DATE :	2021-03-24
---------------------------	------------	-------	--------	---------	--------	------------

QUESTION RP-28	Copie du calendrier des activités du Ministère et de la ministre pour 2020-2021 et les activités prévues pour 2021-2022. Préciser les événements internationaux auxquels la ministre des Relations internationales et de la Francophonie et le Ministère, ou d'autres membres du Conseil exécutif, participeront directement.
-------------------	---

1 ^{er} avril 2020 au 28 février 2021	
Nom de l'événement Date	Lieu
Panel organisé par l'UPA-Di sur la coopération agricole en Afrique de l'Ouest 11 février 2021	Virtuel
Événements de la Francophonie	
2 ^e rencontre extraordinaire des ministres du Bureau de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN) 29 avril 2020	Téléconférence
14 ^e réunion du Bureau de la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports de la Francophonie (CONFEJES) 25 juin 2020	Téléconférence
110 ^e session du Conseil permanent de la Francophonie 8 et 9 juillet 2020	Téléconférence
111 ^e session (extraordinaire) du Conseil permanent de la Francophonie 25 juillet 2020	Téléconférence
3 ^e rencontre extraordinaire des ministres du Bureau de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN) 2 novembre 2020	Téléconférence
112 ^e session du Conseil Permanent de la Francophonie 4 et 5 novembre 2020	Téléconférence
37 ^e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie 24 et 25 novembre 2020	Téléconférence
Réunion des Hauts fonctionnaires TV5 30 novembre et 1 ^{er} décembre 2020	Téléconférence
Mission virtuelle en Francophonie Novembre 2020	Téléconférence
113 ^e session (extraordinaire) du Conseil Permanent de la Francophonie 22 février 2021	Téléconférence
38 ^e session de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (CONFEJES), à Ouagadougou au Burkina Faso 26 et 27 février 2021	Téléconférence
Événements internationaux à l'étranger	
Réunion des ministres de la Culture (UNESCO) 22 avril 2020	Virtuel
Première mission virtuelle de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie en France 25 juin 2020	Virtuel
The Quebec Experience : Electrification as a vital pathway to decarbonization / Prise de parole de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Nadine Girault. 23 septembre 2020	Webinaire
Electrifying Transportation in North America / Prise de parole du ministre de l'Économie et de l'Innovation, Pierre Fitzgibbon 25 septembre 2020	Webinaire
Réunion mondiale sur l'éducation 2020 (UNESCO) 21 octobre 2020	Virtuel
International Volunteer Cooperation Organisations' Conference 28 au 30 octobre 2020	Téléconférence
Conférence internationale sur la lutte contre le harcèlement entre élèves (UNESCO) 5 novembre 2020	Virtuel
Strengthening Critical Mineral Supply Chains in North America: The Key Role of Québec / Prise de parole du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Jonatan Julien 8 décembre 2020	Virtuel

Source : SMA-RB/SMA-RAFAM	QUESTION :	RP-28	PAGE :	2 sur 3	DATE :	2021-03-24
---------------------------	------------	-------	--------	---------	--------	------------

QUESTION
RP-28

Copie du calendrier des activités du Ministère et de la ministre pour 2020-2021 et les activités prévues pour 2021-2022. Préciser les événements internationaux auxquels la ministre des Relations internationales et de la Francophonie et le Ministère, ou d'autres membres du Conseil exécutif, participeront directement.

1 ^{er} avril 2020 au 28 février 2021	
Nom de l'événement Date	Lieu
Activité d'ancrage avec les membres du réseau 80-80 en présence de plusieurs membres du Conseil des ministres pour souligner le premier anniversaire du 80e anniversaire de la Délégation générale du Québec à New York et la poursuite des actions entreprises dans le cadre de ce réseau. 21 janvier 2021	Webinaire
VerdeXchange 2021 / Prise de parole du ministre de l'Économie et de l'Innovation, Pierre Fitzgibbon 25 et 26 janvier 2021	Virtuel
Commissions de coopération	
Mi-parcours de la XI ^e Commission mixte permanente de coopération Québec/Wallonie-Bruxelles 17 septembre 2020	Virtuel
Réunion de mi-parcours du XVII ^e Groupe de travail Québec-Mexique 14 octobre 2020	Virtuel
1 ^{ère} Rencontre du Groupe de travail Québec - pays de Galles 30 octobre 2020	Virtuel
2 ^e Réunion du Groupe de travail Québec-Cuba 11 décembre 2020	Virtuel
Réunion de mi-parcours du IV ^e Groupe de travail Québec-Jalisco 3 février 2021	Virtuel
XVI ^e Commission mixte permanente Québec/Flandre 4 février 2021	Virtuel
4 ^e Rencontre du Groupe de travail Québec - Conseil des ministres nordiques 9 février 2021	Virtuel

RP-29

PRÉAMBULE

L'année 2020-2021 est particulièrement marquée par la mise en place de nouveaux axes d'intervention pour faire face aux défis apportés par la pandémie de la COVID-19, ainsi que d'une préoccupation centrale de rendre accessibles les programmes de LOJIQ à tous les jeunes du Québec. Conscient que les plus fortes baisses d'emploi sont observées actuellement chez les jeunes, il était d'une grande importance pour LOJIQ de maintenir son action auprès de ceux-ci, de sa communauté de participants et partenaires et ses réseaux régionaux, nationaux et internationaux en réinventant des actions qui permettent toujours de faire voyager et rayonner les idées et les projets portés par les jeunes adultes du Québec. Ceci a pu être réalisé grâce au numérique et les outils technologiques, tout en respectant la mission première de LOJIQ de développer les relations des jeunes avec ceux des autres provinces et territoires du Canada et de l'international. En date du 31 janvier 2021, l'OFQJ et l'OQMJ comptabilisent 609 participants acceptés pour la réalisation de leur projet en contexte virtuel ou local pour des organismes en France, à l'international, au Canada et au Québec. Tous les projets (177) ont été initiés et développés par les équipes des programmes afin d'éviter de potentiels doubles financements. D'ici la fin de l'année financière 2020-2021, l'OFQJ et l'OQMJ devraient compter davantage d'effectifs soutenus en contexte virtuel ou local pour des projets avec des organismes en France, à l'international, au Québec et au Canada.

ACCESSIBILITÉ DES JEUNES ET DÉVELOPPEMENT DE PARTENARIATS

En raison du contexte exceptionnel apporté par la pandémie, LOJIQ a profité de cette période pour mettre sur pied des comités consultatifs de recherche pour le développement de sa clientèle. Ces comités se sont notamment penchés sur l'accessibilité des jeunes du Québec aux programmes de LOJIQ, ainsi que sur les besoins de la relève en recherche.

L'accessibilité de tous les jeunes du Québec aux programmes de LOJIQ a occupé une place centrale et a amené LOJIQ à réfléchir à des façons de faciliter et de maximiser l'accessibilité de ceux-ci aux programmes. Le 1^{er} avril 2020, un comité de pilotage sur la diversité et l'inclusion a été constitué par l'équipe des programmes afin d'apporter des pistes de réflexion et de travailler sur la mise en place de plans d'action pour rendre plus accessibles les programmes aux participants qui ont une limitation fonctionnelle, ainsi que pour ceux des diverses communautés culturelles, dont les personnes autochtones et les personnes de la diversité sexuelle ou de genre. Plusieurs sessions de formation ont aussi eu lieu avec les équipes afin de mieux identifier les besoins des participants. Un premier plan d'action 2020-2023 à l'égard des services aux personnes en situation de handicap a été finalisé.

Au niveau de la relève en recherche, LOJIQ a senti le besoin de se pencher sur la réalité des jeunes chercheurs. Ce chantier, géré par l'équipe des programmes, a résulté à la mise en place d'un plan d'action 2020-2023 qui apportera des actions concrètes pour répondre aux besoins de futurs chercheurs inscrits dans une université québécoise.

En matière de développement de partenariats, la mise en place des deux plans d'action 2020-2023 ouvre non seulement l'accessibilité des jeunes aux programmes, mais ils offrent aussi à LOJIQ de nouvelles opportunités de partenariats.

Ce processus s'inscrit dans une démarche plus globale qui mènera LOJIQ à concrétiser une consultation auprès des différents publics pour mieux prendre en compte leurs nouveaux besoins afin d'adapter la nouvelle offre et sa communication, dans le but de la faire connaître et de rejoindre les jeunes les plus affectés par la crise de la COVID-19.

RENFORCEMENT DES ACTIVITÉS DE COMMUNICATION

Pendant la pandémie, LOJIQ a aussi intensifié ses activités de communication afin de rapidement informer les participants et les partenaires suite au déploiement des nouveaux axes d'intervention en juin 2020, et ce, tout en réalisant en parallèle un important travail de promotion de Québec volontaire, un volet indispensable en contexte de COVID-19. La situation aura été l'occasion de mettre de l'avant les réalisations des participants et des partenaires de LOJIQ.

Au niveau de Québec volontaire, plusieurs outils de communication ont été créés afin de faire découvrir le volet et de démontrer son importance en temps de pandémie. Parmi ceux-ci, il est possible de retrouver la préparation, et l'envoi, d'une trousse COVID-19 aux volontaires. Celle-ci comprend un masque produit par l'entreprise d'insertion pour femmes immigrantes Petites-Mains, ainsi qu'une bouteille de désinfectant produite par l'entreprise d'un ancien participant. À ceci s'ajoute une carte réalisée par les communications et invitant les volontaires à faire parvenir à LOJIQ un témoignage de leur expérience. Ceci a permis de mettre en lumière les expériences de volontariat sur les réseaux sociaux de LOJIQ.

SOURCE :	LOJIQ - Les Offices jeunesse internationaux du Québec	QUESTION :	RP-29	PAGE :	1 de 6	DATE :	2020-03-24
----------	---	------------	-------	--------	--------	--------	------------

RP-29

En ce qui concerne les réalisations des participants, LOJIQ s’est aussi assuré de mettre de l’avant les anciens participants qui ont su se démarquer pendant la pandémie. Parmi les nouvelles publiées, notons celle sur Rhodnie Désir, lauréate du Grand Prix de la danse de Montréal, ainsi que celle sur les initiatives innovantes d’anciens participants pour la COVID-19. Les jeunes de la relève en recherche ont aussi pu s’exprimer, dans des articles publiés par LOJIQ, pour divers sujets, dont : les défis de l’intervention en contexte de gentrification, l’introduction de la culture musicale Gamelan au Canada, la reconversion de bâtiments industriels patrimoniaux et l’intégration professionnelle des PVTistes.

Au niveau des partenaires de LOJIQ, cette année aura aussi été l’occasion de mettre de l’avant les ententes signées entre LOJIQ et ses partenaires grâce à l’enregistrement des signatures en formule virtuelle. Cet enregistrement était ensuite partagé sous forme de nouvelle dans les réseaux sociaux de LOJIQ.

Toutes ces démarches de communication ont ainsi contribué à promouvoir les différentes réalisations de LOJIQ, ainsi que celles de ses participants et de ses partenaires, tout en conservant le lien avec ceux-ci pendant la pandémie.

OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LA JEUNESSE (OFQJ)

Les programmes d’échanges avec la France réalisés en formule virtuelle dans le cadre de l’OFQJ, ont permis à **51 participants** de prendre part à **14 projets** contribuant à maintenir un lien avec la France*. Ceux-ci ont contribué à favoriser les échanges en entre le Québec et la France, grâce aux outils technologiques. Par ailleurs, l’OFQJ a réalisé, en collaboration avec la Délégation générale du Québec à Paris et la Maison du Québec à Saint-Malo, l’événement le Weekend de la jeune scène, du 21 au 23 août 2020, qui a permis de réunir les publics de la France et du Québec en virtuel afin de découvrir la diversité de la relève québécoise en musique et en danse. L’événement, qui a permis de soutenir 13 participants, a rejoint un total de 27 096 personnes qui ont pu visionner les présentations le temps d’un weekend.

Exemples de réalisations qui maintiennent un lien avec la France entre le 1^{er} avril 2020 et le 31 janvier 2021

En termes de développement, l’OFQJ a aussi présenté un festival numérique intitulé : « France-Québec : Osons la mobilité de demain » qui aura rassemblé en virtuel près de 300 personnes de la France et du Québec qui ont assisté à plusieurs webinaires dont les tables rondes « Relance jeunesse 2021 : comment innover dans la coopération face aux chocs présents et futurs » et « Comment consolider son expérience par une mobilité avec l’Office franco-québécois pour la jeunesse ». Des discussions avaient aussi débuté en janvier 2021 pour la réalisation de deux stages virtuels en binôme permettant à un stagiaire québécois et à un stagiaire français de produire et faire du montage vidéo pour la Délégation générale du Québec à Paris dans le cadre du 60^e anniversaire de la présence du Québec en France.

En matière d’entrepreneuriat, l’OFQJ a soutenu 5 participants pour des projets en ligne dans le cadre du volet formation au sein d’incubateurs et d’accélérateurs d’entreprises en Francophonie qui leur ont permis de développer de nouveaux partenariats et de parfaire leurs connaissances. Un entrepreneur a aussi pu prendre part à l’édition virtuelle de Pollutec 2020.

Au niveau du développement de carrière, 33 participants, des artistes, créateurs, artisans et professionnels de la culture, ont réalisé 9 projets avec une portée internationale en France. L’OFQJ a participé au rayonnement artistique du Québec et au développement de l’expertise en matière de culture en soutenant ou organisant des projets en virtuel avec la France qui ont permis aux jeunes professionnels de participer à des événements, notamment : le Weekend de la jeune scène, une résidence virtuelle de création en chanson francophone, les Ateliers d’écriture de Muret 2020 2.0 et le Marché du Festival de Clermont-Ferrand en ligne. De plus, un jeune professionnel a pu réaliser un stage virtuel pour la plateforme « Mon cinéma québécois en France ».

Dans le cadre de ses activités en engagement citoyen, 1 participant a été soutenu dans le cadre du volet Québec volontaire. Il a collaboré en ligne à au travail d’inclusion des enfants en situation de handicap avec l’organisme français Ludosens. Il a ainsi pu partager les outils éducatifs issus de la pratique québécoise et en créer à son tour.

* Les projets inscrits dans les nouveaux axes d’intervention, qui sont destinés aux jeunes de la France, sont comptabilisés dans les effectifs OFQJ.

SOURCE :	LOJIQ - Les Offices jeunesse internationaux du Québec	QUESTION :	RP-29	PAGE :	2 de 6	DATE :	2020-03-24
----------	---	------------	-------	--------	--------	--------	------------

RP-29

En matière de mobilité étudiante, 11 participants finissants en Techniques d'éducation à l'enfance ont pris part, en collaboration avec le Cégep de Drummondville, à la dernière session en virtuel du 3^e Congrès international au cœur de l'enfance ayant pour thématique l'intérêt supérieur de l'enfant.

OFFICE QUÉBEC-MONDE POUR LA JEUNESSE (OQMJ)

OQMJ – MONDE

Les effectifs de l'OQMJ qui permettent de maintenir un lien avec l'international s'élèvent à **192 participants** associés à **52 projets***. Par ailleurs, l'OQMJ a réalisé 4 webinaires dans le cadre de l'événement « En route vers la COP26 » qui auront permis à 6 jeunes du Québec et 4 jeunes des pays francophones visés par l'Initiative jeunesse de lutte aux changements climatiques (IJLCC) d'échanger sur quatre thématiques : la contribution des femmes, la coopération internationale, le monde du travail et les peuples autochtones. Un total de 5 719 personnes a visualisé les webinaires.

Exemples de réalisations qui maintiennent un lien avec l'international entre le 1^{er} avril 2020 et le 31 janvier 2021

En termes de développement, en plus des échanges qui se sont poursuivis avec l'IMJUVE, l'OQMJ à procéder à la signature de plusieurs ententes ayant une portée internationale. Parmi celles-ci, notons : l'entente avec l'ACFAS qui permettra à l'OQMJ de favoriser les projets et échanges dans le domaine de l'enseignement supérieur, la recherche et la mobilité à l'international des jeunes adultes de la relève scientifique ; l'entente avec OSEntreprendre pour développer des initiatives dans le secteur entrepreneurial tant au niveau national qu'à l'international ; et l'entente avec l'Institut du Nouveau Monde favorisant la mise en place d'initiatives pour accroître la participation des jeunes en engagement citoyen. Une entente avec l'organisme Québec international a aussi été signée le 12 janvier afin de favoriser le développement professionnel et personnel des jeunes du Québec et des États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie. Par ailleurs, l'OQMJ a participé à des consultations sur la participation des jeunes aux projets de l'UNESCO, tant au Canada, qu'à l'international. En plus des nouveaux partenariats, les équipes ont aussi eu la possibilité de rencontrer plusieurs acteurs au niveau international, notamment les équipes de la Délégation générale du Québec à Tokyo, la Délégation générale du Québec à Bruxelles et le Bureau du Québec à Séoul.

Au niveau du programme Entrepreneuriat, l'OQMJ a soutenu 34 participants dans le cadre du volet formation au sein d'incubateurs et d'accélérateurs d'entreprises en Francophonie et 17 participants dans le cadre d'événements virtuels destinés au développement d'entreprise. Parmi ces projets, des entrepreneurs et formateurs de la Couveuse d'entreprise pour la promotion de l'emploi par la microentreprise (CEPEM) de Dakar ont participé à une formation virtuelle offerte par la Ville de Montréal et l'École des Entrepreneurs du Québec. D'autres participants ont pris part à des événements virtuels, dont : Forum Novae Alimentation 2020, Climate Launchpad, Forum Plastique 2020 et MTL Connecte 2020.

En matière de développement de carrière, l'OQMJ a soutenu 3 jeunes professionnels diffuseurs, programmeurs et directeurs artistiques qui ont participé à CINAR WEB 2020. Neuf participants ont été soutenus dans le volet Développement et échange d'expertise. L'OQMJ a aussi poursuivi la collaboration avec ses partenaires en soutenant 17 stages en formule virtuelle, pour 18 participants, avec des organismes internationaux basés au Québec ou des organismes à l'international, dont : One Drop, l'Alliance française de Medellín, le Parlement de Wallonie, les représentations du Québec à l'étranger, la Haute École Libre de Bruxelles, l'UNESCO-MGIEP, l'Organisation universitaire interaméricaine, l'Association internationale de science politique, CityNet en Corée du Sud et la Chambre de Commerce Argentine canadienne.

Dans le cadre de ses activités en engagement citoyen, l'OQMJ a soutenu 69 participants prenant part à des projets avec une portée internationale. Pour le volet Action citoyenne (38 participants), on remarque encore cette année une grande diversité des thématiques abordées. L'OQMJ a favorisé la participation de jeunes Québécois à des événements en ligne comme le Forum plastique 2020, le webinaire Journée internationale des droits humains, Artic change 2020 et Facing race 2020. Un intérêt a été porté à la participation des jeunes du Québec à des projets de volontariats ayant une portée internationale. Ainsi, 31 participants ont été appuyés dans le cadre de Québec volontaire pour réaliser des projets d'utilité collective pour le Forum social mondial, Nutrition Sans Frontières, Katalizo et Village Monde.

En matière d'action en éducation, 42 étudiants ont reçu le soutien de l'OQMJ dans le cadre de ce programme pour des projets en virtuel à portée internationale. L'OQMJ a développé des projets qui auront permis à des étudiants de prendre part à des événements, dont : une rencontre en ligne pour discuter de la

* Tous les projets inscrits dans les nouveaux axes d'intervention, qui sont destinés aux jeunes des pays francophones visés, sont comptabilisés dans les effectifs OQMJ-Monde.

SOURCE :	LOJIQ - Les Offices jeunesse internationaux du Québec	QUESTION :	RP-29	PAGE :	3 de 6	DATE :	2020-03-24
----------	---	------------	-------	--------	--------	--------	------------

RP-29

situation sanitaire actuelle en collaboration avec le Bureau international jeunesse, la 4^e Conférence internationale sur la Sécurité alimentaire, la Conférence annuelle de l'International Society for Pharmacoeconomic and Outcomes Research, ainsi que des stages pratiques encadrés par le CECI.

Par ailleurs, dans le cadre de l'entente entre les gouvernements du Québec et de la Communauté française de Belgique, l'OQMJ a fait une veille d'événements pour encourager la participation des jeunes à des projets virtuels. L'OQMJ et le Bureau international jeunesse (BIJ) se sont aussi associés pour organiser un groupe de réflexion autour de la question du bien-être des jeunes dans un contexte de pandémie et de distanciation physique. Une vingtaine de travailleurs jeunesse, d'éducateurs, de chercheurs et entrepreneurs sociaux du Québec et de la Fédération Wallonie-Bruxelles étaient présents pour cet événement en ligne. Finalement, des échanges ont aussi été réalisés avec le BIJ afin d'analyser la possibilité de mettre en place des stages réalisés en virtuel, et en binôme, pour un stagiaire québécois et un stagiaire de la Communauté française de Belgique.

OQMJ – CANADA

Les effectifs de l'OQMJ qui permettent de maintenir un lien avec le Canada s'élèvent à **44 participants** associés à **13 projets** virtuels comportant un rayonnement du Québec au Canada. L'OQMJ a poursuivi ses efforts pour offrir aux jeunes Québécois de nouvelles opportunités de projets dans les provinces canadiennes. Les échanges se sont notamment poursuivis avec ses partenaires, dont les représentations du Québec au Canada, la Société Nationale de l'Acadie et le Réseau de développement économique et d'employabilité.

Exemples de réalisations qui maintiennent un lien avec Canada entre le 1^{er} avril 2020 et le 31 janvier 2021

En termes de développement, les échanges réalisés entre l'OQMJ et ses partenaires principaux ont permis de mener à la signature de deux ententes, une première avec la Société Nationale de l'Acadie et une deuxième avec le Réseau de Développement économique et d'employabilité du Canada. Ces nouvelles ententes permettront de faire connaître davantage la mission et les programmes de LOJIQ dans le but de développer de nouveaux partenariats et des projets dans les provinces et territoires du Canada.

Au niveau du programme Entrepreneuriat, 9 participants ont pris part à des projets virtuels avec une portée au Canada. Les projets soutenus, comprennent la participation à l'événement « Collision from Home 2020 » et la Conférence MedTech.

En matière de développement de carrière, 9 participants ont pris part à des projets virtuels avec une portée au Canada, dont 7 professionnels du secteur des arts et de la culture. Parmi ces projets notons la FrancoFête en Acadie 2020 et l'événement Contact ontariois 2021. Finalement, 2 jeunes professionnels d'autres secteurs d'activités ont participé quant à eux à l'événement Fiducie nationale.

En matière d'action en éducation, 24 participants ont pris part à des projets avec un rayonnement au Canada. Parmi ceux-ci, notons les journées de la relève en recherche en virtuel, en collaboration avec l'Acfas, ainsi que le congrès virtuel du Bureau canadien de l'éducation internationale 2020 et le congrès canadien en développement de carrière Cannexus21.

Au chapitre de l'insertion socioprofessionnelle, l'OQMJ a soutenu 2 professionnels qui ont participé au congrès Cannexus21 en format virtuel et permettant le partage d'information et d'approches novatrices en orientation professionnelle, en développement de carrière et en perfectionnement de la main-d'œuvre au Canada.

OQMJ – QUÉBEC

Les effectifs de l'OQMJ au Québec, qui ne maintiennent pas de lien avec le Canada, la France ou l'international s'élèvent à **321 participants** associés à **97 projets***. L'OQMJ a réalisé le webinaire Résiliarts, en collaboration avec la Chaire de gestion des arts de HEC Montréal, qui a rassemblé 20 participants autour d'une série de 4 webinaires destinés aux jeunes professionnels de la culture du Québec. Cet événement a rejoint un total de 7,173 personnes. À ceci s'ajoute un projet de baladodiffusion intitulé « Culture durable », réalisé en collaboration avec le studio Grand public, qui dresse le portrait de porteurs de projets inspirants qui réfléchissent sur l'écoresponsabilité dans le milieu des arts et de la culture. Ce projet a permis de soutenir 22 participants pour la production et la réalisation de 5 balados.

* Tous les projets inscrits dans les nouveaux axes d'intervention, qui sont destinés aux jeunes québécois, sont comptabilisés dans les effectifs OQMJ-Québec, peu importe qu'ils comportent ou non un aspect permettant de maintenir un lien avec la France, le Canada ou l'international.

SOURCE :	LOJIQ - Les Offices jeunesse internationaux du Québec	QUESTION :	RP-29	PAGE :	4 de 6	DATE :	2020-03-24
----------	---	------------	-------	--------	--------	--------	------------

RP-29

Exemples de réalisations au Québec entre le 1^{er} avril 2020 et le 31 janvier 2021

En termes de développement, l'OQMJ-Québec a poursuivi le développement d'ententes et de collaborations institutionnelles au Québec. Notons une nouvelle collaboration avec le programme de stage dans les organisations internationales gouvernementales (PSOIG) du MRIF. Celle-ci permettra de faire connaître l'OQMJ non seulement auprès des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales basées au Québec, mais aussi auprès de celles au Canada et à l'international. L'OQMJ a aussi mis en place en début de pandémie « La Pépinière LOJIQ » qui a permis de mettre en valeur les œuvres de la relève des arts et de la culture du Québec au travers de publications hebdomadaires sur ses réseaux sociaux et étalées sur une période d'un mois.

Au niveau du programme Entrepreneuriat, l'OQMJ-Québec a soutenu 61 participants dans le cadre de projets au Québec dont 58 dans le volet formation au sein d'incubateurs et d'accélérateurs d'entreprises en Francophonie. De jeunes entrepreneurs ont participé à des activités de haut niveau dans le domaine des affaires au Québec dans le secteur des industries créatives avec HUB Montréal, dans le programme d'entrepreneuriat scientifique des Fonds de recherche du Québec et en entrepreneuriat au féminin avec Parcours Envol.

En matière de développement de carrière, l'OQMJ-Québec a soutenu 146 participants, dont 110 professionnels du secteur des arts et de la culture. Le déploiement du volet de projets en action culturelle et artistique au Québec a pris la forme de projets initiés en partenariat avec des événements qui visaient à permettre aux jeunes acteurs des milieux culturels d'élargir leurs réseaux, de développer leurs compétences et de mieux connaître ces événements : une résidence de création à Langage Plus, la série de 4 webinaires Résiliarts, la participation de professionnels du numérique et des arts numériques à l'édition virtuelle de MTL connecte et ISEA20202. Vingt-sept jeunes professionnels de divers secteurs ont participé à des formations, des événements professionnels et des projets de diverses formes pour échanger leur expertise et accéder à des réseaux dans le cadre d'événements. Parmi ceux-ci, notons le Symposium Eau ou le Colloque en Gestion des matières résiduelles. Finalement, 9 stages pratiques en virtuel ont été offerts au Québec à de jeunes professionnels diplômés dans divers champs d'activité, notamment pour : le Réseau québécois sur l'énergie intelligente, le Festival Plein(s) Écran(s), Écotech et Printemps numérique.

Dans le cadre de ses activités en engagement citoyen, l'OQMJ-Québec a soutenu 72 participants, dont un pour le volet action citoyenne qui a pu prendre part au Forum Plastique 2020. Pour le volet Québec volontaire, 71 participants ont été appuyés pour réaliser des projets d'utilité collective au Québec, notamment pour : Moisson Montréal, le Centre de ressources et d'action communautaire de la Petite-Patrie, Les Scientifines, RÊVE nourricier, École-O-Champ. Une attention a été portée aux Premières Nations par le soutien à de jeunes autochtones afin de participer à des projets de volontariat pour le Conseil tribal Mamuitun et Puamun Meshkenu.

En matière d'action en éducation, 40 participants ont reçu le soutien de l'OQMJ-Québec pour la réalisation d'un projet ou d'un stage étudiant. Parmi ces projets notons ceux réalisés au Québec : des stages d'assistants de recherche pour l'Observatoire de la Francophonie économique, un stage d'assistant en traduction pour l'Institut Kiuna, la participation au Symposium Eau ou Colloque Gestion des matières résiduelles, le 8^e Symposium Ouranos, la participation à un dîner-causerie sur les effets de l'absence de mobilité amenés par la crise sanitaire mondiale et les stratégies mises en place pour soutenir la motivation et l'engagement et la participation à une table ronde intitulée « La thèse en temps de pandémie » pendant un panel sur les perspectives en recherche sur les enjeux internationaux.

Au chapitre de l'insertion socioprofessionnelle, l'OQMJ-Québec a soutenu la participation de 2 jeunes issus des Premières Nations qui ont pris part à un projet intergénérationnel d'immersion en lien avec leur propre culture et leur permettant d'acquérir de l'expérience en collecte de données et en manipulation d'outils technologiques.

INITIATIVE JEUNESSE DE LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les projets réalisés dans le cadre de l'Initiative jeunesse de lutte contre les changements climatiques ont permis la réalisation de 14 projets virtuels qui ont impliqué au total 41 participants.

4 projets avec des participants québécois dans le cadre de 4 webinaires :

- Webinaires - En route vers la COP26

10 projets avec des participants des pays francophones visés dans le cadre de 6 événements :

- Forum Alimentation 2020
- Webinaire - En route vers la COP26
- Forum Plastique 2020

SOURCE :	LOJIQ - Les Offices jeunesse internationaux du Québec	QUESTION :	RP-29	PAGE :	5 de 6	DATE :	2020-03-24
----------	---	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION

Bilan et réalisations 2020-2021 des Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ).

RP-29

- Forum sur l'entrepreneuriat en agriculture urbaine
- 8^e Symposium Ouranos
- Symposium Eau ou Colloque Gestion des matières résiduelles

INITIATIVE CULTURES ET LANGUES AUTOCHTONES

Les projets réalisés dans le cadre de l'Initiative Culture et langues autochtones ont permis la réalisation de 4 projets. Ceux-ci ont impliqué un total de 5 participants :

- 1 projet de baladodiffusion dans le cadre de la réalisation d'un podcast narratif intitulé Cultures durables ;
- 3 projets avec une portée internationale en France dans le cadre du Weekend de la jeune scène.

INITIATIVE EN CRÉATIVITÉ ENTREPRENEURIALE JEUNESSE EN FRANCOPHONIE

Les projets réalisés dans le cadre de l'Initiative en créativité entrepreneuriale jeunesse en Francophonie ont permis la réalisation de 15 projets virtuels qui ont impliqué au total 97 participants.

- 10 projets virtuels au Québec dans le cadre de 8 opportunités :
- Programme Ma validation de Produit offert par Le Camp
 - Formation au programme « FastTrac »
 - Incubateur civique de la Maison de l'Innovation sociale
 - Programme québécois d'entrepreneuriat scientifique
 - Programme virtuel « Accélération » du Centech – Accélérateur d'entreprises technologiques de l'ÉTS
 - Défi Fusion AgTech
 - Entreprendre au féminin – Parcours Envol
 - Formation au programme Collision en santé communautaire automne 2020 de l'Esplanade
- 2 projets avec des participants de la France
- Programme virtuel « Accélération » du Centech – Accélérateur d'entreprises technologiques de l'ÉTS
 - Défi Fusion AgTech
- 3 projets avec des participants issus de la Francophonie pour le :
- Programme de formation virtuelle offert par la Ville de Montréal et l'École des entrepreneurs du Québec

SOURCE :	LOJIQ - Les Offices jeunesse internationaux du Québec	QUESTION :	RP-29	PAGE :	6 de 6	DATE :	2020-03-24
----------	---	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-30	Concernant le programme Québec sans frontières : crédits alloués au programme (incluant les frais d'administration) en 2020-2021, ventilés par poste budgétaire, prévisions pour 2021-2022, nombre de stages subventionnés et montant total des subventions, répartition des stages par volet. Fournir le dernier bilan du programme.
-------------------	---

Voir fiche RP-33.

SOURCE :	DFSI	QUESTION :	RP-30	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-31	Concernant le Programme québécois de développement international : les crédits alloués au programme (incluant les frais d'administration) en 2020-2021, ventilés par poste budgétaire, les prévisions pour 2021-2022, le nombre d'organismes subventionnés et le montant total des subventions. Fournir le dernier bilan du programme.
-------------------	--

Voir fiche RP-33.

QUESTION RP-32	Concernant le Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale : les crédits alloués au programme (incluant les frais d'administration) en 2020-2021, les prévisions pour 2021-2022, le nombre d'organismes subventionnés et le montant total des subventions. Fournir le dernier bilan du programme.
-------------------	--

Voir fiche RP-33.

SOURCE :	DFSI	QUESTION :	RP-32	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION Tous les montants versés du gouvernement aux organismes de coopération internationale (OCI), ventilés par organisation, les raisons des investissements et les bilans de chacun.

RP-33

Montants versés en 2020-2021 aux organismes de coopération internationale (OCI) dans le cadre des programmes de solidarité internationale du ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

LÉGENDE :

CONVENTION : Convention-cadre MRIF-AQOCI 2018-2021

PECM : Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale.

PQDI : Programme québécois de développement international.

Liban : Soutiens à des actions humanitaires d'organismes de coopération internationale au Liban, à la suite des explosions à Beyrouth en août 2020.

QSF : Programme Québec sans frontières.

PSOCI : Appel à projets exceptionnel dans le cadre du Plan de soutien aux organismes de coopération internationale.

Organismes québécois	CONVENTION	PECM	PQDI	Liban	QSF	PSOCI	TOTAUX
Aide internationale pour l'enfance						60 000 \$	60 000 \$
Alternatives			58 500 \$		69 647 \$	196 000 \$	324 147 \$
Association québécoise des organismes de coopération internationale	604 000 \$						604 000 \$
Audition mondiale						157 467 \$	157 467 \$
Avocats sans frontières Canada			100 000 \$			100 000 \$	200 000 \$
Carrefour de solidarité internationale			120 000 \$		127 900 \$	77 100 \$	325 000 \$
Carrefour d'éducation à la solidarité internationale - Québec						60 000 \$	60 000 \$
Carrefour International (bureau régional du Québec)						275 000 \$	275 000 \$
Carrefour international Bas-Laurentien pour l'engagement social		17 910 \$				60 000 \$	77 910 \$
Centre de solidarité internationale Corcovado inc.						40 000 \$	40 000 \$
Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac-Saint-Jean			90 450 \$		52 925 \$	181 625 \$	325 000 \$
Centre d'étude et de coopération internationale					122 122 \$		122 122 \$
Centre international de solidarité ouvrière						84 259 \$	84 259 \$
Clowns sans frontières						42 000 \$	42 000 \$
Collaboration santé internationale				100 000 \$			100 000 \$
Comité de Solidarité/Trois-Rivières			120 000 \$				120 000 \$
Comité pour les droits humains en Amérique latine						60 000 \$	60 000 \$
Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière					144 089 \$	180 911 \$	325 000 \$
Connexion justice sociale						60 000 \$	60 000 \$
Développement et Paix			63 000 \$	200 000 \$	134 406 \$	77 000 \$	474 406 \$

QUESTION Tous les montants versés du gouvernement aux organismes de coopération internationale (OCI), ventilés par organisation, les raisons des investissements et les bilans de chacun.

RP-33

Organismes québécois	CONVENTION	PECM	PQDI	Liban	QSF	PSOCI	TOTAUX
EQUITAS- Centre international d'éducation aux droits humains						275 000 \$	275 000 \$
Fondation Kanpe						120 000 \$	120 000 \$
Fondation Paul Gérin-Lajoie			119 411 \$		57 545 \$	92 577 \$	269 533 \$
Handicap International			59 700 \$	150 000 \$			209 700 \$
Ingénieurs sans frontières Québec						305 000 \$	305 000 \$
L'AMIE (Aide internationale à l'enfance)			71 999 \$		151 472 \$	97 827 \$	321 298 \$
Les Amis de la St-Camille			9 320 \$				9 320 \$
L'Œuvre Léger			72 000 \$				72 000 \$
Médecins du monde				150 000 \$			150 000 \$
Mer et Monde			74 100 \$		154 036 \$	96 864 \$	325 000 \$
Micro-Recyc-Coopération						48 500 \$	48 500 \$
Oxfam-Québec				200 000 \$			200 000 \$
Partenaires canadiens pour la santé internationale				200 000 \$			200 000 \$
Partenariat pour le développement des communautés						113 080 \$	113 080 \$
Projet Accompagnement Québec-Guatemala						60 000 \$	60 000 \$
Solidarité Laurentides Amérique centrale			58 831 \$			159 332 \$	218 163 \$
Solidarité Montérégie Amérique centrale						81 637 \$	81 637 \$
Solidarité Nord-Sud des Bois-Francis						122 566 \$	122 566 \$
Solidarité Union Coopération						275 000 \$	275 000 \$
Terre sans frontières					53 995 \$		53 995 \$
Tous les Enfants de l'Autre Monde						40 000 \$	40 000 \$
UPA Développement international			120 000 \$			155 000 \$	275 000 \$
TOTAUX	604 000 \$	17 910 \$	1 137 311 \$	1 000 000 \$	1 068 137 \$	3 753 745 \$	7 581 103 \$

QUESTION Liste détaillée des subventions versées en 2020-2021, ventilées par mois d'attribution de la subvention, dans le cadre des affaires bilatérales.

RP-34

Mois d'attribution	Nom du bénéficiaire	Description du projet	Montant
Juillet 2020	Collaboration Santé internationale	Envoi d'un conteneur de matériel médical en Haïti, en collaboration avec le ministère de la Santé et des Services sociaux, pour soutenir la population haïtienne dans sa gestion de la pandémie de COVID-19	25 000 \$
Octobre 2020	ACQS - American Council for Québec Studies	Subvention annuelle 2020-2021	6 679,17 \$
Octobre 2020	SUNY-Plattsburgh (Institut d'études québécoises)	Subvention annuelle 2020-2021	20 037,51 \$
Octobre 2020	ACSUS - Association for Canadian Studies in the United States	Subvention annuelle 2020-2021	13 358, 34 \$
Octobre 2020	Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC)	Cotisation annuelle 2020-2021	28 700 \$
Octobre 2020	NASCO - North American Strategy for Competitiveness	Cotisation annuelle 2020-2021	13 250 \$
Octobre 2020	Festival de films CINEMANIA	Subvention pour la production d'un documentaire et la production du film « La Nuit des rois »	3 500 \$
Décembre 2020	Université Hosei	Appui pour l'organisation d'un cours sur le Québec. Université basée à Tokyo.	4 423,38 \$
Décembre 2020	Great Lakes St-Lawrence Governors and Premiers	Conférence des gouverneurs et des premiers ministres des Grands Lacs et du Saint-Laurent	33 390,73 \$
Décembre 2020	Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs (CFQLMC)	Subvention de fonctionnement	21 443 \$
Décembre 2020	Réseau Québec-France / francophonie (RQFF)	Subvention de fonctionnement	30 000 \$
Janvier 2021	Association coréenne d'études québécoises	Appui aux activités de l'organisation	1 487,72 \$
Février 2021	Fédération France-Québec / francophonie	Subvention de fonctionnement.	81 254,83 \$

QUESTION RP-35	Les crédits alloués aux actions et aux projets soutenus en Haïti en 2020-2021, ventilés par mois, ainsi que les prévisions pour 2021-2022. Bilan des actions engagées afin de contribuer aux efforts de redressement de la situation en Haïti.
-------------------	--

ACTIONS ET PROJETS SOUTENUS EN 2020-2021 :

- Soutien à deux projets de développement en Haïti totalisant 179 700 \$ dans le cadre du Programme québécois de développement international (PQDI).
- Soutien de 59 630 \$ du programme Québec sans frontières (QSF) pour un projet en Haïti n'impliquant l'envoi d'aucun participant québécois sur le terrain en raison de la situation sécuritaire et des restrictions de déplacement liées à la COVID-19.
- Soutien totalisant 429 819 \$ par le Plan de soutien aux organismes de coopération internationale (OCI) réparti entre six OCI qui poursuivent leur appui à des partenaires haïtiens pendant la crise de la COVID-19.
- 4 projets ont été soutenus dans le cadre de la coopération bilatérale Québec-Haïti 2020-2021 au 28 février 2021, totalisant 25 700 \$, dans les secteurs de l'agriculture, de l'économie et de la santé. Ces divers projets, porteurs de retombées tangibles, sont le fruit de partenariats entre des organismes québécois et haïtiens.
- Le gouvernement du Québec a conclu une entente en matière de mobilité étudiante universitaire avec le gouvernement d'Haïti afin de poursuivre la coopération existante dans ce domaine et permettant d'offrir des exemptions des droits de scolarité supplémentaires à des étudiants haïtiens inscrits dans les universités du Québec. Le gouvernement du Québec a octroyé au gouvernement haïtien 4 exemptions de plus que le nombre consenti en vertu de la précédente entente, portant le nombre total d'exemptions à 38, dont 13 au 1^{er} cycle, 19 au 2^e cycle et 6 au 3^e cycle. Le gouvernement haïtien offre également 38 exemptions aux étudiants québécois désirant suivre des études dans les universités haïtiennes publiques ou privées ayant souscrit à l'entente.

SOURCE :	DALA/DFSI	QUESTION :	RP-35	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	-----------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION

RP-36

Liste des organisations internationales subventionnées par le Ministère, les montants des subventions pour chacune, pour l'année 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.
S'il s'agit d'un financement attribué pour un projet ou une mission précise, comme c'est le cas pour les subventions à l'OIF, indiquer de façon détaillée la nature du projet et le montant précis alloué.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES	Type	Montant alloué en 2020-2021
Agence mondiale antidopage (AMA)	Organisation internationale non gouvernementale	599 891 \$
Institut de statistique de l'UNESCO (ISU)	Organisation internationale gouvernementale	322 557 \$
Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)	Organisation internationale gouvernementale	1 827 723 \$
Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM)	Organisation internationale non gouvernementale	36 667 \$
Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (SCDB)	Organisation internationale gouvernementale	470 452 \$

FRANCOPHONIE	Type	Montant alloué en 2020-2021
Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ¹	Organisation intergouvernementale	5 140 714 \$
Agence universitaire de la Francophonie (AUF)	Opérateur de l'OIF	565 000 \$
TV5 Monde	Opérateur de l'OIF	3 037 170 \$
TV5 Québec Canada	Opérateur de l'OIF	460 000 \$
CONFEMEN ²	Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie	28 320 \$
CONFESJES ³	Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie	105 819 \$

¹ Depuis 1970, le gouvernement du Québec est membre à part entière de l'OIF et, à ce titre, il paie sa contribution statutaire de membre et il contribue à la réalisation des programmes de coopération de cette organisation internationale multilatérale en versant une contribution volontaire au Fonds multilatéral unique : contribution statutaire : 1 562 602 \$ et contribution volontaire : 3 574 988 \$ (2 489 988 \$ pour la mise en œuvre de la programmation de l'OIF; 400 000 \$ pour l'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres; 560 000 \$ pour la mise en œuvre de la programmation de l'AUF; 85 000 \$ pour la mise en œuvre de la programmation de l'Association internationale des maires francophones et 40 000 \$ pour la mise en œuvre de la programmation de l'Université Senghor et 3 124 \$ pour les frais d'inscription aux IX^e Jeux de la Francophonie .

² Contribution statutaire

³ Contributions statutaire (50 819 \$) et volontaire (55 000 \$), pour la mise en œuvre de la programmation de la CONFESJES.

SOURCE :

DEIP/DFSI

QUESTION :

RP-36

PAGE :

1 de 1

DATE :

2021-03-24

QUESTION

RP-37

Liste des projets retenus du Fonds franco-qubécois pour la coopration dcentralisee. Indiquer, pour chaque projet, la collectivite territoriale francaise concerne, ainsi que la contrepartie qbcoise.

FFQCD 2020-2021 (10e appel à projets)		Régions françaises	Régions québécoises	Montant accordé 2020-2021
67.802	Coopération Nantes Digital Week et Printemps numérique Montréal	Pays-de-la-Loire	Montréal	1 400 \$
67.803	CREA OCÉAN	Bretagne	Bas-Saint-Laurent	3 100 \$
67.804	Développement de l'agrophotonique sur nos territoires	Bretagne	Montréal	3 500 \$
67.807	« NIAQ », pour Numérique et innovation entre Angers et Québec : deux territoires connectés	Pays-de-la-Loire	Québec	7 850 \$
67.810	Outaouais - Ile-et-Vilaine : innover par l'économie sociale pour dynamiser les territoires	Bretagne	Outaouais	7 000 \$
67.812	Plateforme d'animation en innovation Aérospatiale Numérique entre Montréal et Toulouse	Occitanie	Montréal	550 \$
67.828	Du territoire au livre	Pays-de-la-Loire	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8 500 \$
67.830	L'Île Inventée, Contes des Estuaires Nantes-Québec	Pays-de-la-Loire	Capitale-Nationale	12 500 \$
67.832	SYNAPSES Québec - Nantes - Pays de la Loire	Pays-de-la-Loire	Capitale-Nationale	10 000 \$
67.833	Territoires numériques 2019-2020	Hauts-de-France	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8 500 \$

QUESTION RP-38	Crédits alloués à la Commission permanente de coopération franco-qubécoise en 2020-2021, ventilés par mois, ainsi que les prvisions pour 2021-2022. Liste des projets retenus et des subventions accordées, selon la date de leur acceptation, incluant la date du versement des subventions.
-------------------	---

CPCFQ an 2 67 ^e biennie	ACTIVITÉS	MONTANTS VERSÉS AU 28 février 2021
	ORGANISMES ET PROGRAMMES	
	Fonctionnement de la CPCFQ	7 602,38 \$
	Entretiens Jacques-Cartier	50 000 \$
67.002	Activités franco-qubécoises de culture scientifique de l'ACFAS	9 100 \$
67.005	Samuel-De Champlain	131 250 \$
67.006	Commission franco-qubécoise sur les lieux de mémoire communs (CFQLMC)	21 443 \$
67.010	Programme Frontenac	91 350 \$
	LANGUE FRANÇAISE ET CULTURE	
67.106	Les râleurs	8 625 \$
67.112	C-Crée 2 : CEAD - Chartreuse, résidences croisées	2 605 \$
67.113	Résidence métropolitaine internationale d'architectes : les villes ports	5 500 \$
	LUTTE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ÉNERGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	
67.302	Coopération SBR/Merinov pour l'exploitation des bioressources marines	6 625 \$
67.306	Gestion durable des eaux pluviales : échange d'expertise, partage de gouvernance et adaptabilité	4 200 \$
67.307	Intégrer la nature en ville, un défi trans-atlantique	4 200 \$
67.309	Développement et partage de savoirs et de pratiques en développement durable- secteur des composites	3 901,97 \$
	FONDS ÉMÉRILLON	
67.913	Jamais Lu	3 500 \$
	FONDS FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE (FFQCD)	
67.802	Coopération Nantes Digital Week et Printemps numérique Montréal	1 400 \$
67.803	CRÉA OCÉAN	3 100 \$
67.804	Développement de l'agrophotonique sur nos territoires	3 500 \$
67.807	« NIAQ », pour Numérique et innovation entre Angers et Québec : deux territoires connectés	7 850 \$
67.810	Outaouais - Ile-et-Vilaine : innover par l'économie sociale pour dynamiser les territoires	7 000 \$
67.812	Plateforme d'animation en innovation Aérospatiale Numérique entre Montréal et Toulouse	550 \$
67.828	Du territoire au livre	8 500 \$
67.830	L'Île Inventée, Contes des Estuaires Nantes-Québec	12 500 \$
67.832	SYNAPSES Québec - Nantes - Pays de la Loire	10 000 \$
67.833	Territoires numériques 2019-2020	8 500 \$

QUESTION

RP-39

Crédits accordés au Conseil franco-québécois de coopération universitaire en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

2020-2021

Montant versé : 139 700 \$

QUESTION

Crédits accordés au Comité d'action politique franco-québécois en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

RP-40

2020-2021

Montant accordé : 0 \$

QUESTION
RP-41

Ventilation, pour chacun des groupes de travail ou de coopération, des projets reçus dans le cadre du développement de projets de coopération, ainsi que des crédits alloués en 2020-2021 par groupe de travail, par mois, ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

Groupes de travail ou de coopération	Nombre de projets 2020-2021	Subventions versées au 28 février 2021
Coopération franco-québécoise (CPCFQ et FFQCD)	108	444 792,85 \$
XVI ^e Groupe de travail coopération Québec/Bavière	1	750 \$
XI ^e Commission mixte permanente Québec/Wallonie-Bruxelles	2	4 000 \$
V ^e Groupe de travail Québec-Shandong	3	18 000\$
Coopération Québec/Vietnam	3	17 650 \$
Coopération Québec/Maharashtra	5	26 045 \$
Coopération Québec/Singapour	3	13 300 \$
Coopération Québec/Brésil	6	22 000 \$
Coopération Québec/Cuba	2	11 000 \$
Coopération Québec/Haïti	4	25 700 \$
XVII ^e Coopération Québec/Mexique	14	107 220 \$
Coopération Québec/Colombie	4	14 000\$

Note 1 La liste des projets retenus à la suite du dernier appel à projets pour chacune des coopérations est disponible sur le site Internet du ministère.

Note 2 Les subventions ont été accordées sur l'année financière 2020-2021 pour que les projets se réalisent en 2021-2022.

QUESTION

RP-42

Crédits accordés à la Commission franco-qubécoise sur les lieux de mmoire communs en 2020-2021, ventilés par mois. Fournir les prvisions pour 2021-2022.

2020-2021

Montant accordé : 21 443 \$

QUESTION RP-43	Concernant la 36 ^e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie qui s'est tenue à Monaco le 31 octobre 2019, toutes les ententes et retombées qui ont découlé de cette conférence.
-------------------	--

Participation du gouvernement du Québec à la 36^e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie

La participation du gouvernement du Québec à la 36^e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie, les 30 et 31 octobre, s'est inscrite dans la mise en œuvre de son statut de membre de plein droit de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Parmi les retombées de cette participation, notons l'adoption du budget 2020 de l'OIF ainsi que des mesures propices à la modernisation et à l'efficacité des travaux des Instances de la Francophonie et de la gestion de l'OIF, dont une réduction du nombre de réunions du CPF, une modification au calendrier préparatoire au Sommet, l'abrogation des prises en charge financières des délégations aux Instances et la révision du statut du personnel de l'OIF.

Outre son relevé de décision, la CMF de Monaco a permis l'adoption de 4 résolutions, portant sur :

- le 30^e anniversaire de la Convention des Nations unies relatives aux droits de l'enfant ;
- le rôle de l'innovation dans la promotion de la science, de l'éducation et de l'économie numérique ;
- le cinquantenaire de la Francophonie et ;
- les océans.

Les représentants québécois ont réalisé des entretiens bilatéraux d'intérêt. La ministre de la Culture et des Communications, qui dirigeait la délégation québécoise, s'est notamment entretenue avec les ministres représentant le Maroc, la Tunisie, le Luxembourg, la Confédération Suisse, le Cameroun et Monaco. Les occasions d'approfondissement des relations économiques ont été discutées lors de ces entretiens, s'appuyant sur une volonté commune de renforcer la Stratégie économique pour la Francophonie. La ministre a également échangé avec la secrétaire générale de la Francophonie, M^{me} Louise Mushikiwabo, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères de France, M. Jean-Baptiste Lemoyne, ainsi qu'avec l'administratrice de l'OIF, M^{me} Catherine Cano. L'actualisation de la Stratégie économique de la Francophonie a notamment fait l'objet des échanges.

Participation du gouvernement du Québec à la 37^e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie

Le gouvernement du Québec a également participé à la 37^e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie, les 24 et 25 novembre, est venue conforter son statut de membre de plein droit de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Cette année, celle-ci s'est exceptionnellement tenue en ligne en raison de la pandémie.

L'ensemble des priorités du gouvernement, particulièrement celle de l'économie, ont été présentées lors des débats. La ministre des Relations internationales et de la Francophonie, M^{me} Nadine Girault, est intervenue à trois reprises lors cet événement.

La participation de la ministre à cette instance s'est inscrite dans le cadre d'une mission virtuelle ayant notamment permis la réalisation des activités suivantes :

- Table ronde virtuelle portant sur le thème « Les femmes en affaires : levier incontournable pour la Francophonie économique », réunissant 7 femmes francophones autour de la thématique des femmes en francophonie économique et attirant plus de 250 personnes.
- Coprésidence de la séance du Conseil d'administration de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, en alternance avec M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse de la République française;
- Panel « 25 ans de solidarité internationale : les 8 000 visages de Québec sans frontières », en présence de 4 panélistes et d'environ 150 participants.

Des entretiens bilatéraux ont également eu lieu entre la ministre et différents dignitaires :

- OIF : M^{me} Louise Mushikiwabo, secrétaire générale de la Francophonie;
- France : M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du tourisme, des Français de l'étranger et de la Francophonie;
- Tunisie : M. Othman Jerandi, ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger;
- Agence universitaire de la Francophonie : M. Slim Khalbous, recteur.

SOURCE :	SMA-RAFAM	QUESTION :	RP-43	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	-----------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-44	Depuis le 1 ^{er} mars 2019, liste de toute étude, analyse ou document en lien avec le plan de changer le rôle d'Investissement Québec et des délégations et antennes du Québec à l'internationale.
-------------------	---

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits, mais peut se prêter à une demande d'accès aux documents pouvant être soumise au Ministère, en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels, L.R.Q. c. A-2.1.

SOURCE :	SMA-REI	QUESTION :	RP-44	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	---------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-45	Depuis le 1 ^{er} mars 2019, liste de toute étude, analyse ou document concernant les promesses d'augmenter les échanges économiques avec les autres pays, notamment de doubler celles avec la France, tel que promis par le premier ministre en janvier 2019.
-------------------	--

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits, mais peut se prêter à une demande d'accès aux documents pouvant être soumise au Ministère, en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels, L.R.Q. c. A-2.1.

SOURCE :	SMA-RB	QUESTION :	RP-45	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	--------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-46	Depuis le 1 ^{er} mars 2019, liste de toute étude, analyse ou document incluant les mesures prises pour renforcer les relations avec l’Afrique, ainsi que les échanges économiques.
-------------------	---

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits, mais peut se prêter à une demande d'accès aux documents pouvant être soumise au Ministère, en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels, L.R.Q. c. A-2.1.

SOURCE :	SMA-RAFAM	QUESTION :	RP-46	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	-----------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION

RP-47

Depuis le 1^{er} avril 2019, tous les échanges relatifs à l'Organisation internationale de la Francophonie entre la ministre, ses sous-ministres, l'OIF et le gouvernement fédéral.

Les échanges émanant de la ministre et de son cabinet, le cas échéant, ne sont pas accessibles suivant l'article 34 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

34. Un document du bureau d'un membre de l'Assemblée nationale ou un document produit pour le compte de ce membre par les services de l'Assemblée n'est pas accessible à moins que le membre ne le juge opportun.

Il en est de même d'un document du cabinet du président de l'Assemblée, d'un membre de celle-ci visé dans le premier alinéa de l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale (chapitre A-23.1) ou d'un ministre visé dans l'article 11.5 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), ainsi que d'un document du cabinet ou du bureau d'un membre d'un organisme municipal ou scolaire.

1982, c. 30, a. 34; 1982, c. 62, a. 143; 1983, c. 55, a. 132; 1984, c. 47, a. 1.

QUESTION RP-48	Depuis le 1 ^{er} mars 2019, liste de toute étude d'impact, analyse, sondage ou autre document concernant l'image du Québec à l'étranger en matière d'Immigration et de laïcité.
-------------------	--

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits, mais peut se prêter à une demande d'accès aux documents pouvant être soumise au Ministère, en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels, L.R.Q. c. A-2.1.

SOURCE :	SGAP	QUESTION :	RP-48	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-49	Depuis le 1 ^{er} mars 2019, liste de toute étude, analyse ou document concernant le Programme de promotion internationale du tourisme gourmand québécois. Détailler les crédits alloués en ce sens en 2020-2021.
-------------------	---

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits, mais peut se prêter à une demande d'accès aux documents pouvant être soumise au Ministère, en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels, L.R.Q. c. A-2.1.

SOURCE :	SMA-REI	QUESTION :	RP-49	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	---------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION

RP-50

Depuis le 18 octobre 2018, liste de toute étude, analyse ou autre document concernant la création d'un Institut de la diplomatie.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits, mais peut se prêter à une demande d'accès aux documents pouvant être soumise au Ministère, en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels, L.R.Q. c. A-2.1.

SOURCE :	SGAP	QUESTION :	RP-50	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION Tous les échanges, analyses et documents, relatifs au Coronavirus.

RP-51

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude de crédits, mais peut se prêter à une demande d'accès pouvant être soumise au Ministère, en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels, L.R.Q. c. A-2.1.

SOURCE :	SGAP	QUESTION :	RP-51	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-52	Depuis le 18 octobre 2018, tous les échanges de la ministre et de son cabinet avec son homologue fédéral relativement aux Québécois et Québécoises à l'étranger.
-------------------	--

Le ministère ne possède pas de document officiel ou administratif pouvant répondre à cette demande. Quant aux échanges émanant de la ministre et de son cabinet, le cas échéant, ces derniers ne sont pas accessibles suivant l'article 34 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

34. Un document du bureau d'un membre de l'Assemblée nationale ou un document produit pour le compte de ce membre par les services de l'Assemblée n'est pas accessible à moins que le membre ne le juge opportun.

Il en est de même d'un document du cabinet du président de l'Assemblée, d'un membre de celle-ci visé dans le premier alinéa de l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale (chapitre A-23.1) ou d'un ministre visé dans l'article 11.5 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), ainsi que d'un document du cabinet ou du bureau d'un membre d'un organisme municipal ou scolaire.

1982, c. 30, a. 34; 1982, c. 62, a. 143; 1983, c. 55, a. 132; 1984, c. 47, a. 1.

SOURCE :	PROTOCOLE	QUESTION :	RP-52	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	-----------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-53	Tous les échanges, analyses et documents en lien avec la crise des gilets jaunes en France qui sévit depuis le 1 ^{er} mars 2019.
-------------------	---

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits, mais peut se prêter à une demande d'accès aux documents pouvant être soumise au Ministère, en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels, L.R.Q. c. A-2.1.

SOURCE :	SMA-RB	QUESTION :	RP-53	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	--------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-54	Bilan de réalisation du soutien financier de 240 000 \$, sur trois ans, destiné à de jeunes femmes entrepreneures québécoises, en précisant les projets retenus et rejetés, les organismes bénéficiaires, les montants investis et ceux restants dans le compte.
-------------------	--

ANNÉE 2020-2021

Aucun

SOURCE :	LOJIQ	QUESTION :	RP-54	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	-------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-55	Bilan de réalisation de l'investissement de 5 M\$ afin de favoriser la reprise des activités internationales en matière de jeunesse et de solidarité internationale, en précisant les projets retenus et rejetés, les organismes bénéficiaires, les montants investis et ceux restants.
-------------------	---

MRIF

La réponse à cette question se retrouve à la RP-33 (PSOCI).

LOJIQ

Se référer à la Fiche RP-29.

SOURCE :	MRIF-LOJIQ	QUESTION :	RP-55	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	------------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-56	Nombre de missions virtuelles en précisant les dépenses ventilées notamment en achat d'équipements électroniques, les bilans de mission, et tout autre élément pertinent pour les crédits.
-------------------	--

Missions virtuelles réalisées en 2020-2021

Au cours de l'exercice 2020-2021, deux missions virtuelles ont été réalisées :

- Mission virtuelle de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie et ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, Madame Nadine Girault à Paris à l'occasion de la Fête nationale du Québec, le 25 juin 2020 (aucuns frais).
- Mission virtuelle de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie et ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, Madame Nadine Girault, dans le cadre de la 37^e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) et de la co-présidence du Conseil d'administration de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, du 24 au 27 novembre 2020 (aucuns frais).

SOURCE :	Protocole	QUESTION :	RP-56	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	-----------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-57	Retombées et bilan du soutien gouvernemental de 65 000 \$ à l'Institut québécois d'intelligence artificielle (Mila), pour la prise en charge du volet délibératif de la consultation mondiale en ligne sur l'éthique de l'intelligence artificielle (IA) qu'amorcera, à compter de juillet, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).
-------------------	---

En juillet et en août 2020, Mila et son partenaire Algora Lab, un laboratoire d'éthique de l'Université de Montréal, ont mené 48 ateliers de délibération en ligne, dans 17 pays, permettant ainsi à plus 600 citoyens issus d'horizons divers (éducation, culture, affaires, etc.) de formuler leurs commentaires sur le texte préliminaire de la Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle de l'UNESCO.

La prise en charge de ce volet délibératif de la consultation mondiale ouverte de l'UNESCO s'est conclue par la production d'un rapport détaillé qui a été transmis par Mila à l'UNESCO en août 2020. Ce rapport a été pris en compte dans la formulation de l'avant-projet de Recommandation qui a été soumis directement aux États membres de l'UNESCO à l'automne 2020.

Le soutien financier apporté par le gouvernement du Québec à Mila a permis :

- de mettre à contribution l'écosystème québécois en IA, en particulier en matière de développement responsable de l'IA, dans la définition des toutes premières normes internationales dans ce secteur. Dans la foulée de cette mise à contribution, l'UNESCO a d'ailleurs retenu Mila pour codiriger en exclusivité, en 2021, sa publication phare portant sur l'IA. Le lancement de cette publication devrait coïncider avec l'adoption, l'automne prochain, de la Recommandation de l'UNESCO sur l'éthique de l'IA;
- d'associer le gouvernement du Québec aux travaux portant sur les premières normes universelles en IA appelées à voir le jour au sein du système des Nations Unies et de le positionner ainsi en tant qu'acteur international crédible sur un enjeu mondial majeur.

SOURCE :	DOFI	QUESTION :	RP-57	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION

RP-58

Bilan de l'aide humanitaire au Liban, en précisant le montant octroyé, les projet financés et rejetés, le nombre de personnes aidées, le bilan de la reconstruction, les soins de santé envoyés.

Aide humanitaire d’urgence au Liban	
ORGANISME	MONTANT VERSÉ
Développement et Paix	200 000 \$
Oxfam-Québec	200 000 \$
Partenaires canadiens pour la santé internationale	200 000 \$
Humanité et Inclusion	150 000 \$
Médecins du monde	150 000 \$
Collaboration santé internationale	100 000 \$
Total : six organismes	1 000 000 \$

Le 4 août 2020, deux fortes explosions ont dévasté une partie de la ville de Beyrouth, au Liban, causant des pertes humaines, endommageant plusieurs infrastructures, dont des établissements de santé, et causé la démission du gouvernement en place. La ministre des Relations internationales et de la Francophonie et ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, Nadine Girault, a annoncé, le 6 août 2020, une aide financière d’urgence de 1 million de dollars pour soutenir des projets d’action humanitaire destinés à la population libanaise.

QUESTION Toutes dépenses encourues par la fin du mandat de Madame Fatima Houda-Pépin.

RP-59

Description	Montant
Déménagement	10 950,00 \$
Assurance sur déménagement	996,00 \$
Billet d'avion	395,00 \$

QUESTION RP-60	Tous crédits affectés pour l'élaboration et la mise en œuvre de la Vision Afrique, en précisant l'état des lieux et les étapes de cheminement.
-------------------	--

Le développement de la Vision Afrique s'est achevé à l'automne 2020. Des orientations et des mesures ont été élaborées afin de renforcer le positionnement du Québec en Afrique et contribuer à la relance économique du Québec.

Le lancement de cette stratégie territoriale se fera prochainement. Bien que cette stratégie n'ait pas été rendue publique, des crédits ont été affectés à la mise en œuvre de certaines des mesures développées. Un budget de 441 268 \$ a été consacré à ces nouvelles mesures.

Économie

Soutenir les entreprises dans l'internationalisation de leurs activités en Afrique : Augmentation des enveloppes budgétaires des coopérations de 188 814\$
Maroc : 10 projets + 16 250\$ TOTAL : 63 000 \$
Côte d'Ivoire : 8 projets + 14 552\$ TOTAL : 47 752 \$
Sénégal : 7 projets + 8 012\$ TOTAL : 60 000 \$
Tunisie : 6 projets + 150 000\$

Développer une intelligence d'affaire à l'égard des marchés africains en effectuant des études de marchés : 39 000\$
Maroc : TIC – 20 000\$
Tunisie : TIC – 19 000\$

Soutenir des initiatives locales porteuses de succès et de visibilité pour les représentations du Québec en Afrique : 124 454 \$
Abidjan : 60 000\$
Rabat : 34 454\$
Dakar : 30 000\$

Éducation

Promotion de l'offre éducative québécoise en Afrique
Mise en œuvre d'un Salon Étudier au Québec en octobre 2020 : Coûts pris en charge par le MEES

Culture

Développement d'une connaissance des marchés culturels africains :
Étude des marchés culturels au Maroc – 9 000\$
Soutien aux événements majeurs de la diaspora africaine au Québec :
Festival du monde arabe – 5 000\$

Gouvernance

Favoriser le rayonnement de l'expertise et du savoir-faire québécois en matière de renforcement des capacités institutionnelles en Afrique francophone en tant que levier d'influence

Projets de formation en évaluation de l'ENAP auprès de la Cour des comptes et du Conseil supérieur de l'Éducation, de la formation et de la Recherche scientifique du Royaume du Maroc – 75 000\$

Frais liés élaboration de la Vision Afrique (avril 2019 à avril 2020) :

- En juin 2019, le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) s'est doté d'un chargé de mission Afrique, M. Michel Audet, et d'un comité constitué de trois consultants ayant une connaissance approfondie du continent africain dans des secteurs prioritaires de l'action du Québec :
 - Clément Duhaime : 49 000 \$
 - Anne Leahy : 16 248 \$;
 - Maka Kotto :17 200 \$Total des honoraires versés aux trois consultants : 82 448\$

SOURCE :	SMA-RAFAM	QUESTION :	RP-60	PAGE :	1 de 1	DATE :	2021-03-24
----------	-----------	------------	-------	--------	--------	--------	------------

QUESTION RP-61	Concernant l'accès à l'information : a. Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2020-2021; b. Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2020-2021; c. Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2020-2021.
-------------------	--

En date du 28 février 2021

- a) 0
- b) 47
- c) 13 demandes ont été répondues dans un délai de 20 jours et moins.